



on est fait pour
être ensemble



Accès Fixe à haut et très haut débit

Analyse de marché

Réponse à la consultation publique du 20 février 2023

Version publique



1. Synthèse de la réponse

Tel que rappelé par l'Autorité de la concurrence, « *la concurrence est un stimulant qui incite les entreprises à se dépasser, favorisant ainsi l'innovation, la diversité de l'offre et des prix attractifs pour les consommateurs comme pour les entreprises¹* ». Dès lors, **Bouygues Telecom entend alerter l'Autorité sur les conséquences de son projet de régulation du cycle 2024-2028 sur l'innovation, la diversité de l'offre, les consommateurs et les entreprises.**

Orange reste dominant sur l'ensemble des marchés analysés en raison d'infrastructures héritées de l'ancien monopole d'Etat : **Orange est propriétaire exclusif du réseau cuivre et de la quasi-totalité des infrastructures de génie civil.** La rente tirée de ces infrastructures historiques lui a permis de financer d'importants déploiements en zone d'initiative privée et ainsi reconstituer un monopole local sur la fibre (80% des déploiements en ZTD et 78% en zone AMII²). En conséquence, **60%³ des accès de haute qualité des opérateurs alternatifs à destination des entreprises sont construits sur une infrastructure de boucle locale d'Orange**, toutes technologies confondues.

L'Arcep, en déclarant Orange comme exerçant une influence significative sur tous les marchés de son analyse, ne s'y est pas trompée. Mais alors **pourquoi offrir à Orange de nouveaux leviers pour maximiser sa rente alors même qu'elle ne respecte pas toutes ses obligations réglementaires** comme la qualité de service du cuivre, les délais de livraison et niveaux de qualité des accès dédiés entreprise, etc.

Comment comprendre qu'un opérateur déclaré exercer une position dominante sur l'ensemble des marchés pertinents et faisant preuve d'autant de mauvaise volonté soit à ce point récompensé ?

Sur les conditions de fermeture du réseau cuivre

Bouygues Telecom accueille favorablement la plupart des ajustements au cadre réglementaire de fermeture du cuivre proposés par l'Arcep. En revanche, elle attire l'attention de l'Autorité sur quelques points en particulier :

i) Report de fermeture de 24 mois

Le report de 24 mois maximum pour prononcer une fermeture commerciale ou une fermeture technique par zone lorsque tous les critères de fermeture prévus par le cadre réglementaire ne sont pas atteints pose un problème de fond. Qu'advient-il des clients écartés par cette disposition ? L'offre de substitution sera-t-elle satisfaisante ? Peut-on considérer par exemple que l'offre satellitaire puisse répondre au besoin sur toute la ZTD, notamment en habitat collectif ? Ce sont à ces questions qu'il convient de répondre aujourd'hui.

Ce report de 24 mois maximum n'est-il pas non plus un mauvais signal envoyé aux OI qui pourraient voir à travers cet « **échappatoire** » un moyen de s'exonérer de leurs obligations de complétude ?

Cela ne risque-t-il pas non plus d'inciter Orange à retarder de deux années supplémentaires la fermeture de son réseau cuivre ? Son calendrier manque déjà « d'ambition ». Or, seul un calendrier

¹ <https://www.autoritedelaconcurrence.fr/fr/les-vertus-de-la-concurrence>

² <https://www.arcep.fr/cartes-et-donnees/nos-publications-chiffrees/observatoire-des-abonnements-et-deploiements-du-haut-et-tres-haut-debit/derniers-chiffres.html>

³ p.33 du projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse de l'Arcep.



ambitieux de fermeture permettra d'accélérer le vidage du réseau cuivre. A cet égard, il convient de souligner qu'Orange ne cesse de revoir à la baisse les ambitions et le cadencement de son plan de fermeture : toutes les expérimentations ont été décalées de plusieurs mois, le lot de fermeture prévu pour fin 2023 a dû être annulé en raison de retards d'Orange, la part de locaux fermés techniquement d'ici 2028 n'est plus que de 25%, etc. Le projet de dérégulation tarifaire du cuivre envisagé par l'Autorité, s'il était mis en œuvre, amplifierait encore ce phénomène (voir ci-dessous) en incitant Orange à tirer la rente maximale de son réseau cuivre.

ii) Préavis de fermeture « raccourcis » à 18 mois

Bouygues Telecom n'est pas opposée à des préavis « raccourcis ou réduits » de fermeture commerciale et technique par zone, pour accélérer la fermeture, à la condition que les critères proposés en réponse à la question n°7 soient strictement respectés. Nous attirons notamment l'attention de l'Autorité sur le besoin de présence commerciale des 4 OCEN. A noter que 8000 communes remplissent déjà ces critères.

iii) Fermeture technique à l'adresse

Si la fermeture technique à l'adresse peut sembler séduisante en première approche, elle emporte en réalité d'importantes limitations quant à l'identification et la mobilisation des clients concernés : seule la maille communale permet une communication efficace de nature à mobiliser les élus et les clients.

iv) Partage de données

Indépendamment du rythme de fermeture, Orange doit mettre en place un véritable partage de données afin que ses concurrents disposent du même niveau d'information et puissent identifier sans erreur les lignes fibre de chacun de leurs clients cuivre.

v) Raccordement des NRO via l'offre LFO d'Orange

Bouygues Telecom rappelle que l'offre passive de raccordement des répartiteurs distants (ci-après « LFO ») est un prérequis à sa présence commerciale effective sur l'ensemble du territoire. A cet égard, Bouygues Telecom renouvelle sa demande à l'Autorité d'enjoindre Orange à désaturer les liens LFO dès lors que les autres opérateurs commerciaux sont déjà présents commercialement.

Sur le projet Arcep de hausse de tarifs du cuivre

Bouygues Telecom constate que l'Arcep ne justifie plus aujourd'hui, comme elle l'a fait à plusieurs reprises par le passé, son projet de levée du remède tarifaire par la nécessité d'accélérer la migration vers la fibre⁴ au motif que le maintien de deux infrastructures, l'une cuivre, l'autre fibre, ne serait pas optimal d'un point de vue économique. L'Autorité à présent a changé de pied. Elle considère que la supposée « nouvelle concurrence » apportée par la fibre ne justifie plus le maintien du remède tarifaire imposé à Orange sur le cuivre. **Bouygues Telecom s'étonne à nouveau que l'Arcep fasse fi de l'avis de septembre 2020 de l'Autorité de la concurrence qui s'inquiétait de la création d'une « rente temporaire au profit d'Orange »**⁵ alors qu'il a été démontré que les craintes exprimées par l'Autorité de la concurrence sont indéniablement fondées, en particulier s'agissant de l'imperfection de la

⁴ https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consultation-evolution-controle-tarifaire-acces-boucle-locale-cuivre-2022-2023_fev2022.pdf

⁵ https://www.autoritedelaconcurrence.fr/sites/default/files/integral_texts/2020-09/20a07.pdf



substituabilité entre cuivre et fibre⁶ ou de « viscosité » du marché HD/THD, qui ce faisant laisse de nombreux clients captifs du cuivre.

Le projet de l'Autorité de hausse tarifaire renforcerait la rente perçue par Orange et créerait inévitablement des distorsions de concurrence entre Orange et les autres opérateurs, en totale contradiction avec les objectifs de promotion de l'investissement et de l'innovation dans la fibre optique et de promotion de la concurrence et du bien-être du consommateur censés être protégés par le régulateur. Cela serait d'autant plus inéquitable qu'**Orange aura perçu une rente de [...] Md€⁷** (en euros de 2021) **sur la période 1997-2030 au titre de son réseau cuivre et qu'elle restera encore bénéficiaire jusqu'au switch-off final en 2030, sans qu'il soit besoin de recourir à des hausses tarifaires.** L'Arcep semble par ailleurs oublier les hausses tarifaires récemment octroyées à Orange au 1^{er} janvier 2021, ainsi qu'au 1^{er} avril 2023.

L'Arcep propose un mécanisme complexe de dérégulation tarifaire qui contrevient, selon nous, à l'objectif de valeur constitutionnelle de clarté et d'intelligibilité de la norme juridique.

Au-delà de l'évidente atteinte aux principes de prévisibilité et de stabilité, ce projet de l'Autorité se place aussi en total décalage avec les nouveaux textes européens en préparation⁸ qui prévoient qu'une hausse des prix du dégroupage ne soit possible que pendant une période de 24 mois précédant la fermeture technique. **En rendant possible une levée du remède tarifaire dès l'éligibilité à la fermeture commerciale, qui de l'aveu même d'Orange est un non-événement et pourra se prolonger jusqu'à 8 années (5 années en moyenne), l'Arcep néglige une caractéristique importante du marché, à savoir l'imperfection de la substituabilité entre le cuivre et la fibre, faisant qu'au-delà d'un taux de 50% de migration (correspondant aux clients les plus appétents) l'opérateur commercial ne maîtrise plus le rythme de migration en raison de nombreuses barrières non tarifaires.** Ce projet de dérégulation tarifaire auquel nous nous opposons fermement permettrait à Orange de tirer parti de la situation. Ainsi, désincité à fermer rapidement son réseau cuivre, **Orange aurait tout intérêt à piloter sa marge en décalant à loisir ses fermetures techniques, la clientèle captive sur cuivre de ses concurrents continuant à lui apporter de confortables revenus. Cette situation conduirait à la déstabilisation du marché par l'appauvrissement de la concurrence et le renforcement de l'opérateur historique. Cela doit conduire l'Autorité à se questionner sur son projet et à n'autoriser de levée des remèdes tarifaires qu'à une échéance proche de la fermeture technique, seul jalon compréhensible par les clients et en mesure d'inciter à la migration les clients récalcitrants.**

Il convient par ailleurs de souligner que si l'Arcep mettait ce plan à exécution, elle se distinguerait en Europe de manière singulière. Notre grand voisin l'Allemagne n'a pas pris ce chemin. Bien au contraire il vient de décider la stabilisation du tarif⁹ du dégroupage jusqu'en 2032, date du *switch-off* final, à 10,65 euros jusqu'au 1^{er} juillet 2027 et 11,08 euros jusqu'au 30 juin 2032, sans que la Commission ne s'y oppose de quelque manière que ce soit. Même chose pour l'Espagne qui n'a pas monté son tarif à l'occasion de la fermeture du cuivre alors qu'elle approche du terme final. La Suède quant à elle ne l'a fait que récemment alors qu'il ne restait que 4% de clients résiduels sur cuivre.

⁶ [...]

⁷ Etude TERA pour Bouygues Telecom d'avril 2021 transmise à l'Autorité

⁸ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/gigabit-connectivity-recommendation>

⁹ En page 3 du document intitulé « Beschlusskammer 3 – BK3c-22/002 » le tarif de dégroupage tel qu'on le trouve en France y apparaît à la rubrique CuDA 2 Dr für HVT-TAL



Nous demandons en conséquence que ce même principe de stabilisation tarifaire soit appliqué en France.

Sur le marché entreprise

L'Arcep propose que les offres activées cuivre grand public fassent l'objet d'une levée de l'obligation tarifaire en zone AMII, sans analyse préalable quant à la présence effective d'une offre concurrente. Sur ce point particulier **Bouygues Telecom suggère à l'Autorité de maintenir la régulation préexistante.**

Pour le reste, s'agissant en particulier du marché entreprise, stratégique pour les opérateurs alternatifs mais depuis longtemps caractérisé par une concurrence insuffisante, Bouygues Telecom recommande à l'Autorité de concentrer les efforts sur le respect du cadre réglementaire existant et notamment sur :

i) Entreprises « oubliées »

De trop nombreuses entreprises ne sont pas raccordables au FttH/FttE, ce qui les contraint à se tourner vers un opérateur verticalement intégré. Ces « oubliés » sont essentiellement rencontrés en ZTD et en zone AMII (pour rappel, Orange a déployé 80% des lignes de ZTD et 78% de zone AMII¹⁰).

ii) Délais de livraison inacceptables

Certaines entreprises doivent patienter jusqu'à 6 mois, voire 1 an, pour bénéficier de leurs lignes FttE/FttO, au mépris des délais contractuels et réglementaires. Une fois livrés par Orange, [...] de ces accès ne fonctionnent pas.

iii) Indisponibilité du multi-accès

Des entreprises refusent de migrer sur la fibre car tous les services ne sont pas reproductibles en FttH/FttE en raison de l'indisponibilité du multi-accès chez certains opérateurs d'infrastructure, malgré la recommandation Arcep de 2020.

¹⁰<https://www.arcep.fr/cartes-et-donnees/nos-publications-chiffrees/observatoire-des-abonnements-et-deploiements-du-haut-et-tres-haut-debit/derniers-chiffres.html>



Table des matières

1. Synthèse de la réponse	2
2. Marché 1 de fourniture en gros d'accès local en position déterminée	7
3. Marché 2 de fourniture en gros d'accès de haute qualité	38
4. Marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse.....	46
5. Marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale	58



2. Marché 1 de fourniture en gros d'accès local en position déterminée

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom constate qu'aucune zone du territoire n'apparaît comme suffisamment indépendante des infrastructures d'Orange. Au quatrième trimestre 2021¹¹, **plus de 14 millions de clients répartis sur tout le territoire national dépendaient du réseau de cuivre d'Orange représentant plus de 40% du marché de détail du haut et très haut débit**. Ainsi, en l'absence de régulation, dans un contexte de fermeture du cuivre, Orange pourrait tirer profit de la dépendance forte de ces clients pour **renforcer ses parts de marché sur le marché de gros et de détail ou déstabiliser la concurrence**.

Compte tenu de l'évolution des déploiements des réseaux FttH et de la migration des clients du cuivre vers la fibre, **une délimitation géographique** distinguant les zones dans lesquelles la dépendance des opérateurs alternatifs à Orange est encore très élevée des zones où elle l'est moins, **conduirait à définir des marchés géographiques aux frontières instables**. L'Autorité serait ainsi alors amenée à redéfinir ces marchés géographiques en cours de cycle ce qui nuirait à **la prévisibilité du cadre réglementaire pour les acteurs du marché**.

Compte tenu de ces éléments, Bouygues Telecom constate, à l'instar de l'Autorité, que relève d'un marché national les offres suivantes :

- **Les offres d'accès passif à la boucle locale de cuivre ou la sous-boucle de cuivre, avec ou sans qualité de service renforcée, via le dégroupage partiel et total ;**
- **Les offres d'accès passif aux boucles locales optiques des opérateurs de communications électroniques.**

Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Au regard des analyses quantitatives et qualitatives réalisées par l'Autorité pour caractériser l'état de la concurrence, Bouygues Telecom rejoint les conclusions de l'Autorité estimant qu'Orange exerce une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée.

¹¹ p.39 du projet de décision d'analyse du marché 1 de fourniture en gros d'accès local en position déterminée de l'Arcep.



Question 3. Avez-vous des remarques sur les obligations imposées de faire droit aux demandes raisonnables d'accès ?

Question 4. A l'horizon du 7ème cycle d'analyse de marché, estimez-vous nécessaire de maintenir l'ensemble des obligations relatives au réaménagement de la boucle et sous-boucle locale cuivre ?

Question 5. En particulier, estimez-vous nécessaire ou utile de maintenir les obligations concernant l'offre PRM ?

Orange est un opérateur qui dispose d'une influence significative sur un marché pertinent que rien ne remet en cause. Le 3° du I de l'article L. 38 du CPCE prévoit que l'Autorité peut imposer des obligations d'accès à un tel opérateur. Bouygues Telecom soutient l'ARCEP dans son analyse et estime que l'ensemble des obligations imposées à Orange demeure notamment l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès.

A l'horizon du 7^{ème} cycle d'analyse de marché, alors que la fin du réseau cuivre est programmée pour 2030 il apparaît évident que rien ne pourra remettre en cause le fait qu'Orange est un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché pertinent. De ce fait, il est légitime que l'ensemble des obligations soit maintenu.

L'offre PRM permet aux opérateurs tiers de se positionner sur les appels d'offres des collectivités pour la résorption des zones blanches et la mise en œuvre de la montée en débit. L'opérateur commercial Orange est amené également à répondre à ces appels d'offre. En tant qu'opérateur verticalement intégré Orange bénéficierait d'un avantage incontournable s'il n'était plus soumis à ses obligations concernant l'offre PRM. Bouygues Telecom soutient donc la décision de l'ARCEP de maintenir, au regard notamment des objectifs mentionnés à l'article L. 32-1, en particulier les 3° et 4° du II, et les 1° et 3° du III, l'obligation faite à Orange de proposer cette offre selon une modalité d'équivalence des intrants.

Question 6. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?

Les expérimentations de fermeture du cuivre ont démontré que l'enjeu principal est la communication vers les clients finals. La fermeture du cuivre est en effet complexe et source d'incompréhension pour le grand public et les entreprises alors même que la réussite du projet nécessite leur participation active. Dès lors, pour des raisons évidentes d'efficacité de la communication la maille communale est de toute évidence la solution à privilégier. **Bouygues Telecom soutient donc le choix de la maille de la commune et un découpage à l'arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille.** Un plan de fermeture qui se veut ambitieux ne peut annoncer des fermetures partielles de communes. Certes le nombre de locaux des grandes agglomérations peut apparaître important à première vue, cependant le nombre d'accès cuivre encore actifs à horizon 2026 sur ces grandes communes ne sera pas d'une importance telle que les quatre opérateurs commerciaux qui se les partagent ne soient en mesure d'en gérer simultanément la migration.

Au-delà des consommateurs, la communication à la commune permettra de mobiliser les élus qui sont les relais locaux vers les clients finals et des facilitateurs dans le cas de contraintes d'urbanismes localement plus strictes (ABF, ...).



De plus, **la fermeture à la commune est la solution « la moins risquée » permettant d'identifier tous les clients concernés, ce qui n'est pas possible à la maille infra-communale.** Comme l'ont indiqué les opérateurs Bouygues Telecom, SFR et Free lors de nombreuses multilatérales Arcep sur la fermeture du cuivre, une fermeture infra communale comme il est prévu sur Rennes est trop complexe et fait courir un risque inutile au projet de fermeture du réseau.

A noter que pour toutes ces fermetures à la maille communale, il est impératif qu'Orange communique aux opérateurs commerciaux la liste exhaustive des lignes cuivre et RTC concernées. Les informations nécessaires à l'identification de ces lignes sont détaillées dans la question 10 de ce marché 1.

Toutefois si, exceptionnellement et de façon concertée entre tous les acteurs du secteur, une fermeture à la maille de la commune n'était pas possible, quelle serait la maille infra communale à envisager ?

Encore une fois l'enjeu est de mobiliser le grand public et les entreprises afin de réussir la fermeture du réseau cuivre et limiter les impacts négatifs. La maille technique est bien trop complexe et inconnue des clients finals. **Il nous apparaît donc qu'une éventuelle maille infra communale, pour traiter quelques cas exceptionnels, ne peut être que la maille de l'adresse.** Bouygues Telecom tient à préciser qu'un découpage infra-communal nécessiterait un pilotage très fin entre Orange cuivre et les opérateurs commerciaux pour n'oublier aucun client. Les informations fournies par Orange cuivre aux opérateurs commerciaux devront permettre d'identifier parfaitement les correspondances entre les adresses cuivre et les adresses fibres. Ces échanges d'informations ont fait l'objet de vifs débats sur le cas de la fermeture partielle de Rennes, il faudra donc qu'à minima les informations échangées dans le cadre de cette expérimentation deviennent la règle en attendant le retour d'expérience qui permettra éventuellement de pointer les compléments à apporter.

Question 7. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

Des délais « raccourcis » nous semblent effectivement une mesure envisageable, même si nous considérons que la fermeture commerciale n'a, en tant qu'acte, aucune signification auprès des clients et n'est, de ce fait, d'aucune aide à la migration. Pour autant, et indépendamment d'éventuels délais raccourcis, des « garde fous » sont indispensables au prononcé d'une fermeture commerciale afin d'éviter un pilotage anti concurrentiel de la part d'Orange.

Des critères objectifs et transparents pour la sélection des communes sont indispensables afin de réussir le projet de fermeture du cuivre et limiter les impacts sur les clients et la concurrence. Afin d'éviter toute ambiguïté, ces critères doivent permettre de façon objective la sélection des communes qui composeront les différents lots de fermeture. Ils ne se substituent en rien aux critères attendus au prononcé de la fermeture commerciale (notamment le 100% FttH). Ces critères de sélection des communes sont ceux définis conjointement par Bouygues Telecom, SFR et Free et présentés en



multilatérale fermeture du cuivre en 2022 mais qui n'ont pas été retenus par Orange pour la sélection des Lots 1 et 2, à savoir :

i) Un taux de couverture FTTH grand public de $\geq 95\%$ minimum

Pour le calcul de ce taux, Il est urgent que l'ensemble des acteurs converge vers une méthodologie et des sources communes au risque de rendre les contrôles impossibles. Une première approche est de calculer ce taux comme suit :

Couverture = (Nb locaux réellement raccordables) / (Maximum de locaux remontés selon les bases IPE, DGFiP, INSEE, ...)

Bouygues Telecom attire l'attention de l'Autorité sur le calcul de cette couverture. Les différents échanges en multilatérales fermeture du cuivre Arcep ont démontré que la prise en compte des données IPE seules n'étaient pas suffisantes. Orange elle-même s'affranchit de ces données IPE (exemple de Cognac dans le lot 2) lorsque celles-ci lui semblent incohérentes. Autre exemple parlant, si l'on ne se basait que sur l'IPE, alors la couverture des ZTD serait aujourd'hui de 100% alors qu'elle n'est en réalité que de 91%, démontrant s'il en était besoin la non-exhaustivité de ce référentiel.

ii) Un taux résiduel cuivre $\leq 20\%$

Cette donnée n'est mesurable que par Orange OI et par l'Arcep, il est donc indispensable que l'Autorité impose à Orange la publication de cette information par exemple dans le fichier trajectoire. Nous pensons que les communes sur lesquelles le « reste à migrer » est bas sont les communes prioritaires. Le taux de 20% nous semble protecteur pour les clients et permet la sélection de communes au moins pour les lots 3 et 4, il n'est donc pas bloquant.

iii) Une qualité de service du réseau FTTH

Il est impensable d'inciter les clients à migrer sur un réseau FttH qui ne donnerait pas satisfaction. Bouygues Telecom, SFR et Free ont indiqué que cette qualité de service pouvait être mesurée par le respect des seuils de QoS réglementaires FttH définis par l'Arcep en 2020 et rendus opposables aux OI à compter du 1^{er} janvier 2023. D'autres indicateurs de qualité du réseau commencent à émerger, notamment lors de l'Atelier A2 auquel l'Arcep participe. Les zones FttH créant le plus d'insatisfaction clients (SAV clients) sont répertoriées par les opérateurs commerciaux. Il semble donc cohérent de ne pas sélectionner ces zones pour lesquelles des plans de reprise de l'infrastructure FttH sont en cours et dont le calendrier ne serait pas compatible avec la fermeture du cuivre.

A ces critères de base communs aux 3 OCEN, il convient effectivement dans le cadre d'un processus accéléré de fermeture d'ajouter :

iv) La présence des 4 OCEN

Bouygues Telecom estime que la présence des 4 OCEN est indispensable. Il conviendra de préciser qu'il est nécessaire que cette présence soit effective depuis au moins 2 ans sur chaque PM afin de s'assurer que la concurrence est effective. Il serait sinon quasiment impossible à un opérateur non présent commercialement, le jour du prononcé de fermeture commerciale à délai réduit de venir raccorder la zone dans un délai aussi court. Il convient également de noter qu'un délai raisonnable



est aussi nécessaire après l'arrivée de l'opérateur sur la zone afin qu'il établisse sa présence commerciale.

v) La maturité de la fibre

La date d'arrivée de la fibre sur une commune constitue un critère structurant de maturité du marché FttH sur la zone. Il paraîtrait donc cohérent de sélectionner en priorité des communes sur lesquelles le FttH a été déployé depuis plusieurs années. Les technophiles migrant en masse sur cette technologie dès les premiers mois cela permettrait de lisser la charge des migrations et de concentrer l'effort de migration sur les « récalcitrants » à la fibre.

S'agissant spécifiquement du marché entreprise, Bouygues Telecom constate, en particulier en ZTD et en zone AMII, un réel retard d'éligibilité des entreprises par rapport au grand public. Les locaux 'entreprise' concernés sont ainsi durablement écartés de la fibre ou subissent un important retard d'éligibilité alors que les migrations des entreprises sont par nature plus complexes et nécessitent un délai supérieur à celles du grand public. A titre d'exemple sur l'expérimentation V2, près de [...] des liens entreprise de Bouygues Telecom ont été migré dans le dernier mois (sur cette expérimentation les délais ayant été à dessein extrêmement compactés ce chiffre est révélateur d'une tendance sans constituer pour autant une référence généralisable). Le taux de couverture grand public $\geq 95\%$ minimum que Bouygues, SFR et Free proposent n'est donc pas adapté aux spécificités du marché entreprise car bien souvent ces locaux entreprise sont sur-représentés parmi les locaux restant à déployer.

À la suite de plusieurs analyses, Bouygues Telecom estime pertinent d'ajouter un critère de couverture Entreprise à la sélection des communes :

- **Concernant les communes dont plus de 100 SIRET restent à raccorder :**

Lorsque sur la zone à fermer il reste plus de 100 Siret, le volume de Siret commençant à être significatif, il nous semble obligatoire d'y ajouter un minimum de couverture des entreprises pour s'assurer que la couverture des entreprises est satisfaisante. Il est donc impératif qu'un **taux d'au moins 75% de couverture des SIRET dans la commune soit constaté**. Ce taux, en deçà des 95% appliqué au grand public, permet à la fois d'être protecteur mais non bloquant. A titre d'exemple, Bouygues Telecom a appliqué ce critère (en plus des critères précédents) à l'ensemble des communes qu'il a proposé pour le lot 3. Bouygues Telecom a ainsi pu proposer plus de 8000 communes, représentant plus de 6 millions de locaux remplissant tous ces critères.

- **Concernant les communes dont moins de 100 SIRET restent à raccorder :**

Pour ces communes avec moins de 100 SIRET, Bouygues Telecom estime que l'effort collectif pour rendre ces entreprises raccordables dans le délai imparti est atteignable, aucun critère de couverture ne serait donc à appliquer.



Question 8. Que pensez-vous de la faculté introduite d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ?

Bouygues Telecom comprend la volonté de l'Arcep d'introduire une possibilité de fermeture à l'adresse. Cette solution, si elle peut paraître intéressante à première vue, peut également créer d'importants biais.

i) Un accélérateur

Bouygues Telecom considère que tout mécanisme permettant une accélération du calendrier est souhaitable. Bouygues Telecom s'inquiète de la volonté d'Orange de respecter le calendrier de fermeture du cuivre. En effet, depuis le lancement du projet, Orange n'a respecté aucun planning (décalage de l'expérimentation V2, de l'expérimentation ZTD, suppression d'un millésime...). Si la fermeture technique à l'adresse présente l'intérêt de permettre cette accélération dans certains cas, elle sera à manier toutefois avec précautions.

Il convient de noter que la fermeture technique à l'adresse pourrait présenter l'avantage de permettre la migration « de force » des clients les plus récalcitrants si les opérateurs commerciaux avaient la possibilité de maîtriser cette fermeture technique à l'adresse de leur parc. Dans un souci d'optimisation de son réseau (fermeture de NRA) et de maîtrise de ses coûts sur le cuivre, si un opérateur commercial avait la faculté de déclencher la fermeture technique de ses clients, alors le plan de fermeture du cuivre serait accéléré. Pour cela, il est donc nécessaire qu'une évolution juridique permette aux opérateurs commerciaux de résilier leurs clients cuivre, dès lors qu'une offre FttH est disponible, sans être poursuivi pour rupture unilatérale de contrat.

ii) Une alternative risquée au 100% FttH

Le mécanisme de fermeture technique à l'adresse peut apparaître comme l'un de ces mécanismes mais il ne doit pas être un substitut de facilité pour échapper à la complétude de la commune.

iii) Un risque d'oubli des clients

Bouygues Telecom réitère ses inquiétudes sur la fermeture à une maille autre que la commune. La fermeture à la maille communale est la solution qui minimise le plus le risque d'oubli des clients. Comme démontré dans la partie (question 10) suivante sur les échanges d'informations entre l'OI cuivre, les OC et les OI FttH, la correspondance de l'adresse des clients du « monde » cuivre au « monde » FttH n'est pas une science exacte. Enfin, Cette fermeture ne permet pas aux opérateurs commerciaux de mettre en place une communication efficace vers les clients concernés (cas des fermetures infra-communales).

iv) Une communication délicate

Pour le grand public, le plan de fermeture du cuivre est déjà très complexe même dans le cadre d'une fermeture à la commune : une fermeture technique à l'adresse ne sera pas comprise, tant par la population que par les élus. Ce projet de fermeture ne sera un succès qu'en cas d'adhésion de l'ensemble des intéressés, il est donc essentiel de le rendre le plus accessible possible.



v) Une impossibilité pour les entreprises

Sur le marché entreprise, cette spécificité n'est pas prévue dans la présente consultation, et Bouygues Telecom soutient l'Arcep dans ce choix. En effet, bien que l'accompagnement soit personnalisé de la part des opérateurs commerciaux, le cas des entreprises multi-sites sur une commune par exemple est insoluble, toute autre fermeture qu'une fermeture à la commune pour le marché entreprise est inenvisageable.

vi) Un lourd impact informatique pour les OC

La « création » d'une fermeture technique à l'adresse aurait de lourds impacts SI pour les opérateurs commerciaux, les évolutions pouvant être livrées au mieux en 2025 au vu des roadmaps SI saturées chez tous les opérateurs.

Question 9. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande », des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

Une remise en cause du 100% FttH avant la fin du plan France Très Haut Débit serait un signal négatif adressé aux acteurs. Bouygues Telecom réitère sa position passée, à savoir que le relâchement de ce critère ne doit s'effectuer que sur **les 4 dernières années du programme de fermeture du cuivre (2026-2030)**. Ainsi, à cette échéance il pourrait être envisagé de renoncer au « 100% fibre » dans la limite des dérogations énoncées dans la présente consultation :

I. Refus de tiers (particuliers ou copropriétés)

S'il semble évident **qu'un refus de tiers constitue un motif légitime de dérogation au 100% fibre**, il nous paraît essentiel de distinguer et de bien encadrer ce principe pour éviter qu'il ne devienne un alibi à l'absence de complétude.

i) Refus de tiers caractérisé

Si l'opérateur d'infrastructure peut justifier que le propriétaire s'oppose aux travaux d'installation de la fibre, alors le local peut légitimement rentrer dans les exceptions au 100% fibre. Pour les propriétés individuelles, un courrier de refus du propriétaire nous semble suffisant. Par nature, les pavillons ne nécessitent pas d'autorisation du propriétaire pour être rendu raccordables car le PBO sera placé en domaine public en attente d'une souscription fibre : ce motif de refus ne s'applique donc pas. S'agissant des copropriétés, un refus des travaux inscrit dans le PV d'assemblée générale ou un refus écrit d'inscrire ces travaux à l'ordre du jour de l'assemblée générale serait suffisant (quand bien même les copropriétés sont tenues d'inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée générale les propositions de déploiement d'un réseau FTTH, voir l'article 24-2 Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis). Afin que les propriétaires prennent leur décision en pleine conscience et de la manière la plus « éclairée » possible, il nous semble essentiel que l'opérateur d'infrastructure explicite dans son courrier de demande d'accès les conséquences précises d'un refus.



ii) Absence de réponse

L'absence de réponse du propriétaire ne constitue pas un motif légitime pour écarter un local de la fibre. Toutefois, consciente que rien ne peut obliger un propriétaire à répondre aux sollicitations, Bouygues Telecom propose qu'il soit **possible d'exclure des locaux si l'opérateur d'infrastructure peut justifier de 3 courriers recommandés restés sans réponse.**

Ces courriers devront avoir été transmis suffisamment tôt (Exemple : 1^{er} courrier envoyé 2 ans avant la fermeture technique de la zone) et adressés aux personnes compétentes (Exemple : propriétaire pour un local individuel ou Syndic pour les copropriétés).

iii) Prévoir le cas d'un tiers qui souhaite finalement la fibre

Une fois le refus tiers décrit et encadré il convient d'envisager les demandes de raccordement émises par de nouveaux propriétaires ou par des propriétaires précédemment opposés. Bouygues Telecom, dans la réponse à la consultation publique de février 2022, proposait un « **filet de sécurité** » **garantissant qu'un client soit rendu raccordable à la fibre sous un délai d'un mois si 1) le cuivre n'est plus commercialisé à son adresse et 2) que son local n'est pas visé par les dérogations au 100% fibre.** Nous conservons cette demande qui pourrait s'appliquer le cas échéant. **Locaux ne disposant pas de lignes cuivre active depuis plus de 24 mois**

Ce cas de dérogation est légitime, et le délai de 24 mois nous semble approprié. Toutefois il convient de s'interroger sur le traitement de ces exceptions si une demande de raccordement au réseau FttH apparaissait. Bouygues Telecom propose **d'assortir cette exception du « filet de sécurité »** décrit ci-dessus afin de rendre raccordable sous un mois tout local qui n'est pas visé par les dérogations au 100% fibre.

II. Locaux non raccordés au réseau cuivre

Dans cette catégorie, Bouygues Telecom comprend qu'il s'agit des locaux isolés n'ayant jamais été raccordés au réseau cuivre. Bouygues Telecom propose la mise en place d'un groupe de travail multi-opérateurs sous l'égide de l'Arcep afin de caractériser finement les locaux entrant dans cette exception. Un local isolé sera probablement défini comme une combinaison de critères liés à la distance au PBO et au coût de raccordement. Un seuil maximum (taux de local isolé/ total des locaux en France) devra sans doute également être défini afin de ne pas remettre en cause l'objectif de généralisation de la fibre sur tout le territoire.

III. Locaux raccordables sur demande et raccordable à tarif spécifique

S'agissant des raccordements sur demande, **Bouygues Telecom est fermement opposée à l'intégration de ces raccordements à l'évaluation du 100% FttH dès lors que le local n'est pas visé par une des dérogations ci-dessus. En effet, aucun opérateur ne propose ses services sur ces locaux en raison des importantes difficultés techniques et commerciales induites par le délai de 6 mois prévu**



pour la pose du PBO : autoriser la fermeture du cuivre sur ces locaux reviendrait à écarter durablement de la fibre leurs occupants. En conséquence, Bouygues Telecom propose que le « filet de sécurité » s'applique également à ces cas et qu'un délai d'un mois devienne l'objectif.

Toutefois si ces locaux devaient entrer dans les cas d'exceptions au 100% FttH, Bouygues Telecom appelle l'Autorité à la plus grande vigilance car certains OI pourraient être tentés de classer de nombreux locaux dans ces catégories afin d'afficher une atteinte des critères de complétude au mépris de l'intérêt de la population et des entreprises. Ces locaux doivent impérativement rester une exception. L'Arcep doit donc imposer aux OI un seuil maximal par zone de locaux classés dans ces catégories assorti de critères objectifs.

IV. Locaux dans les ZTD

Bien que l'incomplétude en ZTD ne soit pas évoquée dans cette question il nous semble important d'aborder ce sujet. En zones très denses, le cadre symétrique ne prévoit pas d'obligation de complétude des déploiements FttH considérant que la concurrence par les infrastructures est suffisante pour assurer, à terme, la bonne couverture de cette zone. Or, ce principe théorique est désormais confronté à la réalité de « l'incomplétude chronique » des ZTD. Bouygues Telecom propose un mécanisme qui s'apparenterait à un appel d'offre qui donnerait à l'opérateur sélectionné l'exclusivité du raccordement du « reste à faire » présent et à venir (locaux neufs par exemple) sur une commune ou un groupe de communes données. De plus, afin d'inciter les OI à atteindre la complétude il serait nécessaire de recréer les conditions économiques de la zone AMII en autorisant les PM de rue. Ces deux mécanismes permettraient à certains opérateurs d'optimiser leurs coûts et ainsi de trouver un équilibre économique et une nouvelle « motivation » à déployer.

Question 10. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?

Comme le précise l'ARCEP dans cette consultation, le respect des critères liés à l'infrastructure, s'il est indispensable n'est pas une **condition suffisante pour permettre l'émergence d'une concurrence équivalente à celle observée sur la boucle cuivre.**

i) Les critères relatifs à la disponibilité d'offres adaptées aux besoins des utilisateurs

Bouygues Telecom soutient les critères indiqués par l'ARCEP. Ils sont le garant de l'émergence d'une concurrence en permettant notamment la reproductibilité des offres que les opérateurs fournissaient sur le cuivre.

Ces critères essentiels sont :

- L'existence avant toute fermeture d'au moins une offre de détail de service sur fibre optique jusqu'à l'abonné sur l'ensemble des locaux raccordables, « raccordables sur demande » et « raccordables sur demande à tarif spécifique » de la zone.
- La présence d'au moins deux opérateurs commerciaux distincts de l'opérateur d'infrastructure sur l'offre d'accès concernée. Sur la composition des lots de fermeture l'Arcep doit être vigilante sur l'application de ce critère. En effet, **comme indiqué précédemment ce critère**



doit être renforcé avec la présence de 4 OCEN en cas de fermeture « accélérée ». Comme le démontrent les expérimentations lot 1 et lot 2, une boucle courte doit être créée entre les OI et les OC non présents sur ces communes afin de leur permettre d'adresser la zone. Cette problématique est d'autant plus forte en ZTD où les copropriétaires des locaux collectifs d'ores et déjà raccordés par un ou deux opérateurs commerciaux sont bien souvent réfractaires à l'implantation de nouveaux OCEN en raison des travaux d'adduction nécessaires.

- Un nombre d'accès actifs (hors opérateur d'infrastructure) d'au moins 10 000 lignes ou 10% des lignes concernées par l'offre d'accès.
- Des offres de gros et de détail disponibles, aussi bien pour les offres d'accès généralistes que pour les offres à destination spécifique de la clientèle entreprises.

A ces critères grand public doivent s'ajouter des critères spécifiques au marché entreprise :

- Au moins une offre de gros activée FttH, permettant de répondre aux besoins des clients entreprises disponible sur la zone concernée par le programme de fermeture.
- Des offres de gros d'accès de haute qualité sur fibre présentant des conditions tarifaires et techniques comparables aux offres SDSL disponibles sur la zone.
- Au moins une offre de gros activée de haute qualité sur réseau de boucle locale FttH disponible sur la zone concernée par le programme de fermeture.

ii) Principe de transparence des données échangées entre l'Arcep, Orange OI cuivre, les OI FttH et les OC

Concernant la transparence des informations et leur fréquence de communication, Bouygues Telecom appuie fortement les demandes de l'ARCEP dans sa consultation. Cet échange d'informations entre l'Autorité, l'OI cuivre, les OI et les OC **est vital pour la réussite du plan de fermeture du cuivre.** Ce plan nécessite une transparence totale entre les acteurs, personne ne doit « cacher sa copie » au risque de laisser des clients sur le « bord de la route ».

Bouygues Telecom, SFR et Free ont présenté à l'Autorité un tableau récapitulant les informations indispensables à l'identification des lignes cuivre et fibre, pierre angulaire de la migration des clients du cuivre vers la fibre. Ce tableau a été adressé à Orange OI il y a plusieurs mois, sans réponse à ce jour. Bouygues Telecom tient à rappeler que la fermeture du réseau cuivre est une décision d'Orange, et qu'à ce titre il lui incombe la responsabilité de ne laisser aucun client de côté.

Afin de garantir l'identification des clients deux étapes sont indispensables :

- Identifier le client cuivre
- Identifier la ligne FttH correspondante

iii) Identification du client cuivre

Il arrive fréquemment qu'un différentiel existe entre la base clients cuivre des OC et la base des lignes cuivre d'Orange OI. En effet, il ne s'agit pas d'incriminer tel ou tel acteur dans l'existence de ce delta, car la mise à jour de telle base de données est complexe pour tous face à ces référentiels en perpétuelle



évolution. Partant de ce constat partagé par tous, il convient donc qu'Orange OI cuivre communique aux OC les informations pertinentes représentées dans le tableau récapitulatif ci-dessous (dans la section informations liées au cuivre). Il n'est dans l'intérêt d'aucun OC de réclamer à Orange OI cuivre des informations qui ne lui seraient pas utiles. Le recoupement entre le « monde » du cuivre et celui de la fibre n'est pas une science exacte, aussi, il est indispensable de confronter toutes les informations disponibles. Ces multi-recoupements dans de nombreux cas seront la seule méthode empirique permettant de migrer des clients.

iv) Correspondance de l'adresse cuivre et l'adresse fibre

Cette partie est la partie la plus délicate, il est donc impératif de la sécuriser car les conséquences d'image et financières sont importantes pour les OC. La donnée essentielle pour les OC est le code IMB du client. Nous sommes conscients qu'il est possible que l'IMB soit absent. Orange développe actuellement un outil lui permettant Orange un rapprochement entre les données du SI cuivre et les données IPE. Les résultats de cet outil seront communiqués aux OI FttH uniquement. Bouygues Telecom ne comprend pas que les OC n'aient pas accès à ces résultats de nature à faciliter le recoupement des informations sur ses clients. Cet outil définit 3 catégories et toutes ces catégories seraient utiles aux OC :

Catégorie 1 accès cuivre pour lesquels une correspondance adresse cuivre/ code IMB fibre a été trouvée (référence de l'immeuble FttH) avec une marge d'erreur considérée faible. Cette catégorie est le minimum nécessaire aux OC.

Catégorie 2 accès cuivre pour lesquels il n'y a pas de correspondance sur l'adresse cuivre mais pour lesquels un réseau fibre a été détecté à proximité (le réseau fibre en question étant matérialisé par un code IMB fibre). Bien qu'Orange souligne que l'incertitude étant forte et une adresse à proximité ne permettant pas aux OC de commander une ligne fibre cette information serait utile aux OC dans leurs recherches.

Catégorie 3 accès pour lesquels aucune conclusion n'est possible. Cette information nous semble également utile pour les OC.

Tous les acteurs du marché, et non seulement Orange, sont dans l'obligation de procéder à de lourds développements informatiques de leur système d'information pour intégrer ces données et les automatiser. Il est donc essentiel d'anticiper ces évolutions et de les coordonner entre les opérateurs.

Pour rappel ci-dessous l'ensemble des informations que les 3 OC alternatifs estiment indispensables à la migration de leurs clients :

Origine des données	Champ	Contenu	Description
Informations liées au cuivre	ND	Obligatoire	
	NDI (si existant)	Souhaité	
	VIA	Obligatoire	
	RefPrestation FCI	Obligatoire	
	Groupeement = GR en fin de libellé	Souhaité	
	Offre/produit	Souhaité	
	Type accès(RNIS / LA / Dégroupage)	Souhaité	
	insee_cuivre	Obligatoire	
	rivoli_cuivre	Obligatoire	
	numero_etendu_cuivre	Obligatoire	
	batiment_cuivre	Souhaité	
	escalier_cuivre	Souhaité	
	etage_cuivre	Souhaité	
	nra_cuivre	Obligatoire	
	type_pc	Obligatoire	Immeuble;Façade;Pieuvre;...
	longitude_wgs84_pc	Obligatoire	
	latitude_wgs84_pc	Obligatoire	
Informations correspondantes liées à la fibre	IMB	Obligatoire	(si au moins 1 immeuble trouvé)
	Code Opérateur	Souhaité	
	Code INSEE	Souhaité	
	Code postal	Souhaité	
	Commune	Souhaité	
	Numéro de Voie	Souhaité	
	Nom de la Voie	Souhaité	
	Type de Voie	Souhaité	
	Complément de voie	Souhaité	
	Type Immeuble	Souhaité	
	Batiment	Souhaité	
	Code Rivoli	Souhaité	
	Hexaclé	Souhaité	
	Hexaclé voie	Souhaité	
	Hexavia	Souhaité	
Informations liées à la recherche de correspondances	FIABILITE CORRESPONDANCE	Obligatoire	A = très fiable -> D = peu fiable
	DATE EXTRACTION	Souhaité	
	DATE DERNIERE MAJ LIGNE	Souhaité	

Afin d'exploiter au mieux ces données un format de type CSV nous semble le plus approprié.

La pierre angulaire de ces informations étant le code Insee de la zone, en cas de fermeture infra communale il est indispensable qu'Orange nous fournisse des fichiers cartographiques au format shape. En complément de la liste des adresses concernées, ces fichiers permettront aux OC de s'assurer que l'ensemble de ses clients identifiés se trouvent bien dans la zone infra communale et d'alerter l'OI cuivre dans le cas contraire.

v) Principe du report en cas de non atteinte des critères

Au terme du délai de prévenance, et si les critères décrits précédemment sont dûment remplis, alors Orange est tenue de procéder à la fermeture technique effective du réseau cuivre. En revanche, si ces critères ne sont pas remplis dans les délais annoncés (au moment de la fermeture commerciale pour une fermeture commerciale, ou 12 mois avant la fermeture technique pour une fermeture technique), la fermeture projetée et annoncée doit être différée. **Pour Bouygues Telecom, ce principe ne peut être remis en cause sans faire courir un risque fort sur la concurrence, les clients finals et la réussite du plan France Très Haut Débit.**



L'ARCEP dans sa présente consultation introduit un délai maximal de 24 mois (ne pouvant excéder 2030) au-delà duquel Orange pourrait procéder à la fermeture prévue malgré des critères de fermeture non respectés et à la seule condition de s'assurer de la disponibilité d'un produit d'accès de substitution d'une qualité au moins comparable aux services offerts sur la boucle locale de cuivre, conformément à l'article L. 38-2-3 du CPCE. Les offres de substitution ne peuvent être que transitoires et ne s'appliquent qu'aux exceptions précédemment rappelées dans la réponse à la question 9. Or, la disponibilité d'une offre de substitution n'est en rien contraignante. En effet, l'offre satellitaire est disponible sur l'ensemble du territoire. Doit-on en conséquence stopper les déploiements ?

Quel levier sera disponible pour qu'au cours de ces 24 mois de report les critères soient *in fine* atteints ? Pour Bouygues Telecom la réponse apparaît comme une évidence : aucun...

Des difficultés opérationnelles peuvent justifier un décalage du calendrier de déploiement, nous l'entendons parfaitement. Aussi, Bouygues Telecom estime que si un report peut être justifié il ne doit en rien exempter l'OI de ses obligations de couverture et du respect des objectifs plan France Très Haut Débit. **Bouygues Telecom s'oppose donc fermement à ce mécanisme de report sans obligation à terme, qui vient annihiler tous les mécanismes de protection du consommateur et de la concurrence prévus par le cadre réglementaire.**

vi) Adaptation du service de rétablissement des dérangements

Dans sa consultation l'Autorité semble répondre favorablement à la demande d'Orange d'adapter le SAV **6 mois après la fermeture commerciale**. Cela implique donc une « adaptation » du SAV pour l'ensemble du territoire en juin 2026.

Comment s'assurer qu'Orange OI ne privilégie pas la qualité de service des zones où il est un opérateur de détail cuivre dominant et applique un nouveau relâchement sur les zones où il est plus faible en cuivre ? Pour Bouygues Telecom il n'y a qu'une seule possibilité : garantir une qualité de service minimale.

Entre la fermeture commerciale nationale et la fermeture technique, il pourra s'écouler jusqu'à 5 ans : il n'est pas envisageable de tolérer une dégradation du SAV sur une si longue durée surtout, pour des clients ne parvenant pas à migrer sur la fibre. Bouygues Telecom tient également à rappeler qu'est inclus dans le tarif de dégroupage qu'elle paye à Orange le coût du SAV. Un relâchement de ce SAV impliquerait donc une baisse du tarif de dégroupage.

Bouygues Telecom soutient le **maintien du SAV jusqu'à 12 mois avant la fermeture technique. Une adaptation des processus à partir de cette échéance serait donc possible, avec un SAV restant possible à l'acte.**

Question 11. Avez-vous des observations liées à la suppression de ces obligations ?

Compte tenu du fait que la décision n°2020-1432¹² de l'Autorité impose à l'ensemble des opérateurs d'infrastructure deux obligations d'accès passif avec qualité de service renforcée, il n'apparaît pas nécessaire de maintenir ces obligations imposées à Orange concernant la fourniture d'offres d'accès

¹² Décision n°2020-1432 de l'Arcep en date du 8 décembre 2020 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.



passives avec qualité de service renforcée sur l'infrastructure FttH (offre d'accès passif avec une GTR 4HO/HNO et 10H0) dont il est propriétaire ou gestionnaire.

Pour autant, Bouygues Telecom invite l'Autorité à prendre sans attendre des mesures concrètes pour lever les problèmes de qualité de service durablement constatés sur l'offre Optimum Access d'Orange (FttE) afin que le marché Entreprises connaisse enfin le développement d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des entreprises (voir la question 11 du marché 2 *infra*).

Question 12. Dans le contexte de la décroissance du parc cuivre est-ce que les dispositions liées au compactage et à la désaturation vous semblent pertinentes ? Dans ce contexte, avez-vous des remarques supplémentaires sur ces remèdes ?

Question 13. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, et sur les précisions de cette obligation portant sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre et les ressources et services associés à la fourniture de l'accès local en position déterminée ?

i) Le processus de déménagement avec compactage

Lors de la multilatérale Hébergement de novembre 2021, Orange a annoncé que tout site qui ferait l'objet d'un réaménagement d'espace à partir de 2022 serait éligible au processus de compactage, avec gratuité des mutations de plot demandées par les opérateurs.

Si Bouygues Telecom accueille favorablement la mise en place de ce nouveau processus dans le contexte de décroissance du cuivre, son périmètre et modalités d'application doivent néanmoins être précisés par Orange afin de le rendre pleinement opérant.

A ce titre, Bouygues Telecom a demandé à Orange¹³ de confirmer que le processus de déménagement avec compactage permet aux opérateurs les compactages qui suivent :

- Lorsque le déménagement se fait d'une salle occupée vers une autre salle occupée : si des équipements opérateurs existent déjà dans la salle cible, **l'opérateur pourra compacter au niveau de la salle cible ;**
- Lorsque le déménagement se fait de plusieurs salles occupées vers une autre salle occupée : si des équipements opérateurs existent déjà dans la salle cible, **l'opérateur pourra compacter au niveau de la salle cible ;**
- Lorsque le déménagement se fait de plusieurs salles occupées vers une salle vide : **l'opérateur pourra installer des équipements dans la salle cible et compacter directement au niveau de la salle cible.**

Lors de la multilatérale de mars 2023¹⁴, Bouygues Telecom a indiqué n'avoir toujours aucune réponse formelle à sa demande et a demandé ainsi à nouveau à Orange de fournir une communication officielle aux opérateurs décrivant le process prévu

Par ailleurs, Bouygues Telecom a rappelé qu'Orange ne respectait pas le calendrier répertoriant les sites faisant l'objet du processus de déménagement avec compactage, désorganisant ainsi l'activité

¹³ Multilatérale Hébergement du 29 juin 2022.

¹⁴ Multilatérale Hébergement du 31 mars 2023.



et les plans de charge des opérateurs, et remettant en question l'intérêt des optimisations prévues dans ce cadre. Orange a indiqué ne pas être en mesure de partager des éléments nouveaux.

Dès lors, Bouygues Telecom enjoint Orange de diffuser, dès maintenant et sur une base trimestrielle, un calendrier fiable et actualisé du processus de déménagement avec compactage, ainsi qu'une communication officielle décrivant le process.

ii) L'offre régulée de collecte passive d'Orange (ci-après « LFO »)

L'offre LFO d'Orange est un des prérequis nécessaires pour assurer la présence de l'ensemble des opérateurs commerciaux d'envergure nationale à des tarifs non-excessifs. Comme Bouygues Telecom a d'ores et déjà pu le souligner, dans sa réponse au « Bilan et Perspectives »¹⁵, les conditions opérationnelles de l'offre LFO d'Orange ne répondent pas à ses besoins.

a) saturation LFO

Bouygues Telecom est confrontée, depuis 2020, à des retours d'étude de faisabilité négatifs à une commande d'emplacement au motif d'une saturation.

A titre d'illustration, le tableau ci-dessous fait état de [...]

Bouygues Telecom soutient que le lien LFO déclaré saturé par Orange constitue une ressource existante à laquelle Orange est tenu de donner accès. Dès lors, **le coût de désaturation** impliquant cet accès ne devrait pas être considéré comme « *un investissement spécifique et risqué pour les opérateurs* » auquel Orange n'est pas tenu, mais plutôt comme **un coût inhérent à l'entretien de l'infrastructure existante à laquelle Orange est tenue de donner accès aux opérateurs. Les solutions palliatives relèvent, en cas de saturation des liens, de la seule discrétion d'Orange¹⁶ ou ne répondent pas au besoin de Bouygues Telecom (coûts élevés, délai plus long)¹⁷.**

L'absence de mise à disposition des segments de collecte demandés par Bouygues Telecom au motif que les liens sous-jacents seraient saturés, prive Bouygues Telecom de la capacité d'être présente commercialement dans certaines zones du territoire ce qui nuit gravement au développement d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des utilisateurs tant sur le marché de détail que le marché de gros.

Eu égard à l'ensemble des éléments exposés ci-avant, Bouygues Telecom demande à l'Autorité d'enjoindre Orange de :

¹⁵ p. 62 de la réponse de Bouygues Telecom au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité du 13 juillet 2022.

¹⁶ Dans son contrat LFO, Orange indique que :

« dans le cas où [...] envisage de déployer un ou plusieurs tronçons de câbles fibre optique dont l'une des extrémités est physiquement raccordée à un Noeud de Raccordement d'Orange ayant fait l'objet d'un précédent retour d'étude de parcours, de faisabilité ou de bouclage négatif, Orange en informera l'Opérateur afin qu'il procède, s'il le souhaite, à une nouvelle commande d'étude aux conditions définies à l'article 3.1.

Orange s'engage à faire ses meilleurs efforts pour fournir cette information au plus tard trois (3) mois avant le déploiement par Orange des ressources en fibre optique concernées. »

¹⁷ Depuis 2013, Orange propose une offre d'accès à ses infrastructures de génie civil pour le déploiement « offre de GC Collecte », par un opérateur privé ou à l'initiative d'une collectivité territoriale, d'un réseau de collecte en fibre lorsqu'un NRA n'est pas fibré par Orange, ou lorsqu'Orange n'est pas en mesure de désaturer sa fibre LFO existante au niveau national.



- désaturer les liens LFO dès lors que les autres opérateurs commerciaux sont présents commercialement ;
- détailler de manière précise les motifs d'un retour d'étude de faisabilité négatif à une commande d'emplacement au motif d'une saturation¹⁸;
- automatiser le processus de commande des études de faisabilité à l'instar des études de faisabilité hébergement à travers l'outil FCI d'Orange¹⁹ et, permettre d'effectuer ces commandes au fil de l'eau²⁰ ;
- transmettre mensuellement un fichier prévisionnel et un fichier actualisé des liens LFO pour lesquels Orange a/va procéder aux opérations de désaturation des liens²¹.

b) NRA non fibrés

Bouygues Telecom ne dispose pas des informations relatives aux NRA non fibrés. Dans certains cas **Bouygues Telecom effectue donc inutilement des études de faisabilité qui se terminent immanquablement par une fin de non-recevoir d'Orange lorsque les NRA ne sont pas fibrés.** L'absence d'information préalable d'Orange est une perte de temps pour les équipes de Bouygues Telecom.

Bouygues Telecom demande à l'Autorité d'enjoindre Orange à transmettre un référentiel complet, fiable actualisé mensuellement des NRA non fibrés, et le délai associé des NRA qu'Orange fibrera.

Question 15. Avez-vous des observations liées aux dispositions prévues dans le cadre de l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, ou liées aux précisions de cette obligation portant sur la notion d'équivalence d'accès et l'accès à la boucle locale de cuivre et à la sous-boucle de cuivre ?

Bouygues Telecom est naturellement favorable à toute mesure favorisant la concurrence sur le marché.

Question 16. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? Que pensez-vous en particulier de l'obligation de préavis spécifique imposée s'agissant des évolutions tarifaires pour les accès cuivre faisant l'objet d'une obligation de non-excessivité ?

La mise à disposition d'informations préalables à l'accès est **primordiale** afin que les opérateurs réalisent les choix pertinents en matière de déploiement et d'offres commerciales, en particulier dans

¹⁸ Orange ne précise pas toujours les motifs, ainsi, les échanges de mail sont nombreux entre Orange et Bouygues Telecom ayant pour conséquence une perte de temps pour les deux parties.

¹⁹ Orange avait prévu initialement que les commandes LFO se fassent à travers l'outil FCI.

²⁰ Le processus de commande des études de faisabilité est archaïque et lourd. Les commandes s'effectuent par mail. Par ailleurs, le délai d'une fois par mois pour effectuer les commandes est un frein aux études de Bouygues Telecom donc in fine sa présence commerciale.

²¹ Orange transmet uniquement en juin et en décembre les liens LFO désaturés, un état actuel du parc. Or, il est indispensable qu'Orange un fichier prévisionnel des liens LFO qui seront désaturés afin que Bouygues Telecom puisse anticiper ses commandes.



un contexte de fermeture du cuivre. En effet, ces informations permettent notamment **d'optimiser les ressources associées** (dimensionnement des conduits de collecte, planification et évaluation des coûts).

Outre l'obligation de mise à disposition d'informations préalables à l'accès, il est nécessaire que ces informations soient complètes, fiables et actualisées.

Dans le projet de décision, l'Autorité, prévoit, en cas d'une modification conduisant à une baisse tarifaire d'une des prestations, un préavis un délai raccourci d'un mois (et non plus 3 mois). Bouygues Telecom est favorable à ce délai raccourci dans ce cas. En outre, il est précisé les modalités envisagées par l'Autorité en cas de hausse sur le tarif « non-excessif ». Le délai de préavis tiendrait « compte de l'ampleur de l'augmentation du tarif ». Bouygues Telecom rappelle ici qu'elle est fortement opposée à toute hausse tarifaire qu'elle juge injustifiée. Il est vital de permettre aux opérateurs d'avoir une stabilité et une prévisibilité. Un préavis « proportionnel » au montant de la hausse peut être un outil donnant de la prévisibilité. Il est essentiel que cette « proportionnalité » du préavis s'accompagne d'un montant de hausse maximal par an et d'un nombre limité d'augmentation par an. En effet, afin de maximiser son profit Orange pourrait être tentée de multiplier les hausses tous les mois ce qui déstabiliserait le marché.

Question 17. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de restituer à l'Arcep chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-t-elle adaptée ?

Question 18. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Bouygues Telecom souhaite rappeler qu'Orange ne respecte pas ses engagements de qualité de service depuis de nombreuses années. En effet, tous les opérateurs alternatifs constatent une dégradation de la qualité du réseau cuivre au travers des indicateurs transmis par Orange (exemples de graphiques SAV ci-dessous) : **en janvier 2023, Orange ne respectait que 2 des 12 objectifs de qualité de service fixés par l'Arcep et seulement 1 en novembre et décembre !** Ceci est d'autant plus préoccupant que cette qualité en baisse continue à nuire à l'image des opérateurs commerciaux, dont Bouygues Telecom, qui en sont tenus pour responsables par leurs clients et que l'Arcep envisage de laisser Orange augmenter indument les tarifs du cuivre.



[...]

Les indicateurs existants reflètent bien la dégradation de la qualité ressenties par nos équipes et nos clients, de ce fait ils nous apparaissent pertinents et doivent être pérennisés (bien qu'éloignés des attentes de nos clients). Comme nous l'avions indiqué dans notre précédente consultation si ces indicateurs sont pertinents et reflètent la situation du réseau, sans contrôle et sanction de l'Arcep ils ne sont qu'informatifs.

La dégradation continue de la qualité démontre bien que les pénalités imposées à Orange ne sont pas incitatives. **Bouygues Telecom renouvelle sa demande de pénalités incitatives, non plafonnées et non symétriques** afin qu'Orange ne se désintéresse pas d'un incident une fois la pénalité appliquée. En effet, en cas de pénalité dont le montant est faible et plafonné, Orange n'est tenue à aucun délai une fois la pénalité payée. De même, la faible qualité du réseau cuivre n'impacte que peu le gestionnaire du réseau tandis que les opérateurs commerciaux subissent une insatisfaction client et une dégradation de leur image. Une asymétrie des pénalités est donc légitime et absolument nécessaire.

Concernant la maille départementale, Bouygues Telecom soutient l'Autorité dans sa volonté d'ajouter cet indicateur puisque celui-ci pourrait mettre en évidence des particularités géographiques. Toutefois, Bouygues Telecom estime que l'ensemble des seuils et obligations nationales seraient, le cas échéant, à appliquer à cette maille départementale. **Une modulation à la baisse des seuils selon un critère géographique nous paraît opposée à l'objectif national de cohésion de territoires car amplifierait la fracture numérique.**

Question 14. Que pensez-vous du principe d'instaurer une obligation et un test de reproductibilité tarifaire s'agissant des accès cuivre qui ne seraient plus soumis à une obligation d'orientation vers les coûts ? Avez-vous des observations sur les modalités que ce test devrait prendre ?

Question 19. Que pensez-vous de la proposition de lever le contrôle tarifaire sur une partie du territoire et de la définition de cette dernière ?

Question 20. Que pensez-vous de la proposition d'une obligation de non-excessivité s'agissant des accès se trouvant dans une telle situation intermédiaire, ainsi que de la définition des accès concernés ?

Question 21. S'agissant des accès avec levée de l'obligation tarifaire et des accès en non-excessivité, estimez-vous nécessaire que des conditions supplémentaires soient imposées ? Si oui, lesquelles ?

Question 22. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires proposées s'agissant de l'accès à la boucle locale cuivre d'Orange ?

Question 23. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires portant sur les ressources et services associés à l'accès à la boucle locale cuivre ?

Question 24. Avez-vous des observations sur les propositions de l'Autorité sur la mise en place d'un encadrement tarifaire et sur la méthode de coûts envisagée ?

Dans un souci de cohérence et de lisibilité, Bouygues Telecom a souhaité regrouper l'ensemble des questions tarifaires dans une section unique. Dans une première partie Bouygues Telecom expliquera pourquoi une évolution tarifaire n'est en rien justifiée et serait contre-productive puis, détaillera les



effets néfastes pour la concurrence et les consommateurs qu'impliqueraient les évolutions tarifaires envisagées par l'Arcep.

I. Une hausse tarifaire injustifiée

Dans sa consultation du 7 février 2022, l'ARCEP justifiait son projet de hausse tarifaire par l'incitation des clients et des opérateurs à migrer vers la fibre. **Bouygues Telecom, qui s'opposait fermement à cette théorie infondée, constate que cet argument n'est plus mis en avant désormais et s'en félicite. L'ARCEP propose à présent un mécanisme complexe de hausses prétendument justifiées par les conditions concurrentielles sur le marché de la fibre.** Bouygues Telecom démontrera dans cette partie qu'aucune hausse tarifaire ne se justifie et que cela ne ferait qu'accentuer la rente d'Orange sur le cuivre pour un réseau amorti depuis des années.

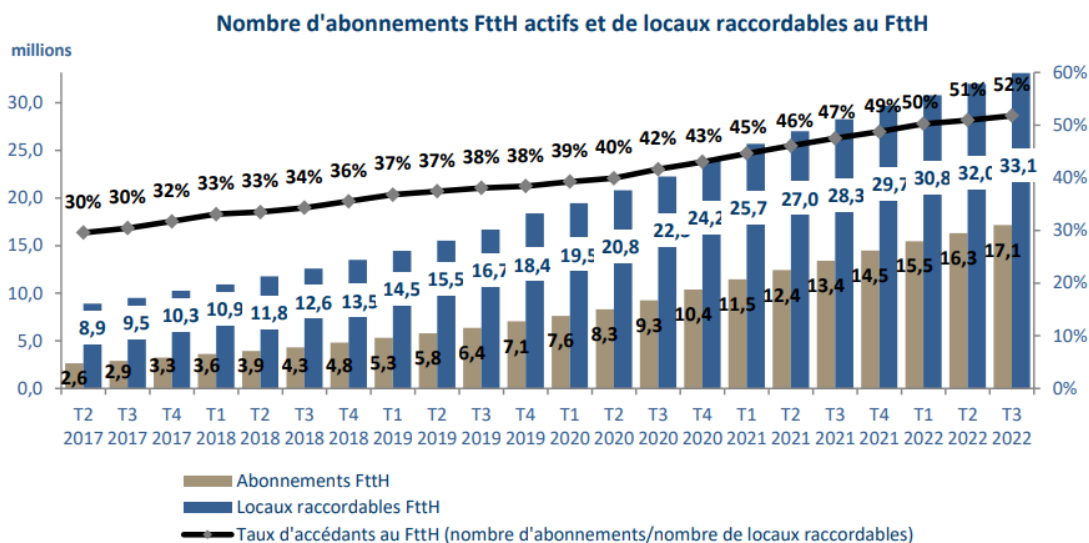
1. Une migration lente d'une partie des clients cuivre vers la fibre

Bien que la migration du cuivre vers la fibre soit un réel succès en France, **cette dynamique positive ne doit pas occulter l'inertie de certains clients cuivre qui ne veulent pas, ou ne peuvent pas, migrer vers la fibre.**

Les foyers Français peuvent être classés en 2 macro-catégories :

- **Les foyers les plus équipés et les plus technophiles**, qui présentent une appétence pour l'augmentation en débit et anticipent nettement les avantages de la fibre. Cette population plus technophile existe déjà dans la population générale et en représente une part importante.
- **Les foyers moins équipés et moins technophiles**, qui sont en revanche peu sensibles à l'augmentation des débits et se contenteront au moins pour un temps des débits permis par le cuivre. Ces clients, qui utilisent des services plus basiques peuvent même avoir uniquement besoin d'un service téléphonique et d'un service d'accès à Internet relativement basique. Ils pourront par conséquent toujours être satisfaits par les offres sur paire de cuivre.

Si la première population, qui représente une part importante des foyers, porte la croissance rapide pointée par l'Arcep dans le graphique ci-dessous, la seconde justifie le décalage persistant observé entre la disponibilité de la fibre et la première souscription :



2. Pour une partie de la population une inertie qui s'explique par des freins multiples

Afin d'analyser le comportement de clients cuivre vis-à-vis des migrations fibre Bouygues Telecom s'appuie sur 3 études :

- Le comportement de cohortes des clients Bouygues Telecom à l'arrivée du réseau FttH sur leur commune (hors fermeture technique du cuivre sur la zone)
- Le comportement des clients Bouygues Telecom sur les communes de l'expérimentation V2 dont la fermeture technique était prévue le 31/03/2023
- Le comportement de clients tous opérateurs commerciaux confondus (hors fermeture technique par zone) en cas d'augmentation du prix de l'abonnement cuivre

2.1 Comportement de clients Bouygues Telecom à l'arrivée du FttH

L'analyse des freins à la migration développée ci-dessous souligne, si besoin était, que **les opérateurs ne maîtrisent pas nécessairement le rythme de migration de leurs clients** et qu'une part non négligeable d'entre eux ne migre pas vers la fibre.

Il pourrait être imaginé que les freins à la migration se réduisent dans le temps alors que la fibre devient la technologie de référence : ce postulat n'est pas vérifié. Le graphique ci-dessous présente la décroissance sur 33 mois de quatre cohortes de clients cuivre de Bouygues Telecom à partir de la date d'éligibilité de la fibre à leur domicile :

- Clients Xdsl rendus éligibles à la fibre au cours du mois de mai 2019 [...]
- Clients Xdsl rendus éligibles à la fibre au cours du mois de septembre 2019 [...]
- Clients Xdsl rendus éligibles à la fibre au cours du mois de janvier 2020 [...]
- Clients Xdsl rendus éligibles à la fibre au cours du mois de mai 2020 [...]



[...]

Quelles que soient les cohortes considérées, celles-ci montrent une décroissance rapide dans les premiers mois, portée par les clients technophiles, **qui tend à s'infléchir aux alentours de [...] de clients cuivre résiduels [...] ans après l'arrivée de la fibre** alors que les clients moins technophiles et plus âgés ([...] en moyenne) deviennent majoritaires. Ce graphique illustre le fait que sur une plus longue période il existe un socle d'environ [...] de clients réticents au changement technologique pour lesquels la conversion à la fibre se poursuit mais d'une manière extrêmement lente et au moyen d'efforts commerciaux extrêmement importants de la part des opérateurs commerciaux.

Bouygues Telecom s'est intéressée aux clients cuivre n'ayant pas encore migré alors que la fibre est présente à leur domicile depuis [...] au moins. **Cette analyse fait émerger trois freins majeurs à la migration vers la fibre :**

[...]

Environ [...] des clients ne sont pas joignables malgré les relances régulières, via différents canaux, de Bouygues Telecom et [...] refusent les travaux en raison des coûts restant à leur charge en domaine privé ou d'un échec de raccordement survenu dans le passé. **Plus préoccupant encore dans un contexte de fermeture du cuivre, [...] des clients résiduels affichent un désintérêt pour la fibre.** Les autres causes de refus trouvent leur origine dans la perspective prochaine d'un déménagement, l'envie exprimée de changer d'opérateur, le refus de changer ses équipements terminaux box et set-top-box ou le besoin d'un délai supplémentaire de réflexion.

2.2 Comportement de clients Bouygues Telecom sur les communes de l'expérimentation V2

Même si la volumétrie que représentent les clients de Bouygues Telecom sur cette expérimentation n'est pas importante et mérite donc d'être confirmée lors des lot 1 et lot 2, il est intéressant de s'y arrêter. En effet, alors que l'observation des cohortes précédentes se fait à partir d'une même date d'éligibilité à la fibre, l'observation des clients de Bouygues Telecom sur cette expérimentation V2 donne de premières indications sur l'influence d'une fermeture commerciale et d'une fermeture technique du cuivre.

Le graphique ci-dessous permet de suivre le comportement de nos clients depuis l'annonce de la fermeture technique du cuivre :

[...]

La frange des clients de Bouygues Telecom n'ayant pas migré malgré toutes les sollicitations individuelles, communication spécifique, équipe Bouygues Telecom dédiée, etc est de [...].

Bien que peu significatif en raison du faible volume, il est intéressant de noter que les clients qui seront « coupés » au terme de l'expérimentation sont 1) pas intéressés par la fibre, 2) injoignables ou 3) refusent les travaux liés à la fibre, ce qui confirme l'analyse par cohortes précédente :

- Pour [...] des clients restants, une migration est en cours sur le mois précédent la fermeture technique (clients « procrastinateurs »). Sur cette catégorie la finalité ne sera 100% de



migration car certains clients ne donneront pas suite ou refuseront les travaux s'ils sont nécessaires. Le réel bilan sera effectué avant l'été 2023. ;

- Pour [...] des clients restants, aucune démarche n'a été déclenchée (clients injoignables ou refusant de migrer) ;
- Pour [...] des clients, un échec de raccordement est identifié comme cause. Un refus des travaux de la part du client est la raison essentielle de cet échec.

2.3 Comportement de clients tous opérateurs confondus

[...] des clients ADSL représenteront donc pour Orange cuivre une rente jusqu'au dernier moment.

Dans son avis en date du 15 septembre 2020, l'Autorité de la concurrence soulignait déjà **l'existence d'aléas liés à la réticence de certains clients face à la fibre, craignant ainsi la création d'une « rente temporaire au profit d'Orange » (§172) en cas de hausse du tarif du dégroupage du cuivre.**

Elle relevait que « *tant que les accès cuivre actuellement en service demeuraient actifs, les opérateurs alternatifs ne pouvaient pas nécessairement maîtriser le rythme de bascule de leurs clients, dont certains se montrent réticents face aux travaux d'installation de la fibre. Il convient dès lors d'analyser plus finement les raisons pour lesquelles l'offre et la demande des marchés de détails ne basculent pas vers la fibre dans certains cas. En particulier, il se peut qu'une frange de clients préfèrent le cuivre ou refusent une migration pour des raisons non tarifaires. L'existence de tels aléas peut donc laisser craindre, en cas de hausse du tarif cuivre, la création d'une rente temporaire au profit d'Orange.* »

Le projet de hausse tarifaire renforcerait cette rente et créerait inévitablement des distorsions de concurrence entre Orange et les autres opérateurs, en totale contradiction avec les objectifs de promotion de l'investissement et de l'innovation dans la fibre optique et de promotion de la concurrence et du bien-être du consommateur censés être protégés par le régulateur.

3. Un abandon du tarif orienté coût injustifié et disproportionné

La modification du remède tarifaire envisagé par L'Arcep irait à l'encontre du **principe de prévisibilité réglementaire** et de la nécessité de « *garantir la **stabilité** sans variations significatives* »²² lorsque l'Arcep fixe une obligation de contrôle tarifaire :

- **Tout d'abord**, la Commission européenne considère que des tarifs d'accès ne sont pas stables et prévisibles lorsqu'ils « *fluctue[...] significativement sur la période de référence pertinente* »²³.

Or, il est constant que le passage d'une tarification orientée vers les coûts par une tarification de « non-excessivité » voire « libre » conduira mécaniquement à une augmentation significative du tarif mensuel de dégroupage.

²² Recommandation de la Commission 2013/466 du 11 septembre 2013 sur la non-discrimination et les méthodes de coûts, considérant 46.

²³ Recommandation de la Commission 2013/466 du 11 septembre 2013 sur la non-discrimination et les méthodes de coûts, considérant 46.



Ce remède conduit en outre à des évolutions indéterminables dans leur ampleur et leur champ d'application géographique.

La notion de prix excessif est une notion connue du droit de la concurrence qui sanctionne le fait pour une entreprise dominante de pratiquer des prix « *inéquitables* » ou « *excessifs* ».

Ni la jurisprudence ni la pratique décisionnelle des autorités de concurrence ne définissent de seuil minimal pour que l'écart soit considéré comme excessif mais cet écart doit avoir une certaine importance (être « *sensible* »)²⁴.

La constatation de prix excessifs et leur sanction est extrêmement exceptionnelle. Il suffit pour cela d'observer la pratique décisionnelle des autorités de concurrence. En France, seuls **trois cas** ont été sanctionnés (dont deux ont été annulés en appel)²⁵, et au niveau européen, quatre cas ont été condamnés (dont deux annulés en appel)²⁶, mais ils sont assez anciens.

Ainsi, en se limitant à une simple obligation de non-excessivité du prix, telle qu'envisagée par l'Arcep pour l'accès à la boucle d'Orange, il en résulterait des conséquences particulièrement néfastes car elle permettrait à Orange, si l'on se fonde sur les standards de prix excessifs dégagés par les autorités de concurrence, de déterminer le tarif d'accès à des niveaux très élevés, sans pour autant que celui-ci soit qualifiable d'excessif.

Cela aurait finalement pour effet de **mener progressivement à un abandon total de la régulation** pour l'accès à une infrastructure pourtant toujours en situation de monopole.

Ainsi, contrairement à une tarification orientée vers les coûts, le principe de non-excessivité et de tarif libre laisse une bien plus grande marge de manœuvre à l'opérateur historique ce qui est de nature à accroître l'instabilité des tarifs et à réduire ce faisant leur prévisibilité pour les concurrents qui en dépendent. Ceci engendre un niveau d'**insécurité juridique élevé pour les concurrents d'Orange, au détriment des consommateurs.**

Quand bien même l'Arcep déciderait d'encadrer cette hausse cela ne changerait rien à l'affaire. Nous considérons quoi qu'il en soit toute hausse comme non fondée dans la mesure où la substituabilité cuivre/fibre n'est pas parfaite car une part non négligeable des clients

²⁴ A titre d'illustration, une marge commerciale de 56% semble ne pas avoir été jugée « excessive » par l'Arcep : décision Arcep, n° 2015-0971 RDPI du 28 juillet 2015 ; Cour d'appel de Paris, 29 juin 2017, RG n° 15/17204 : « *En outre, ainsi que le relève la décision attaquée, d'une part, le tarif régulé de l'offre X a été calculé de façon à laisser à la société Orange une marge dont le niveau de 56 % avancé par les sociétés Free n'a pas été démenti, et, de surcroît, ce tarif ne repose pas sur les coûts sous-jacents, mais est seulement soumis à une obligation de non-excessivité* ».

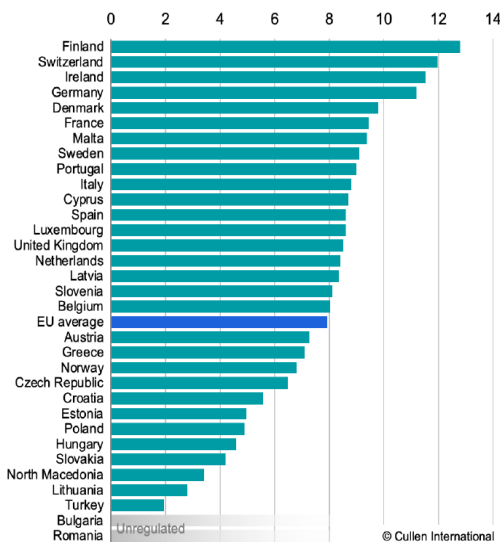
²⁵ Autorité de la concurrence, décision n° 09-D-24 du 28 juillet 2009 relative à des pratiques mises en œuvre par France Télécom sur différents marchés de services de communications électroniques fixes dans les DOM ; décision n° 18-D-17 du 20 septembre 2018 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de l'élimination des déchets d'activités de soins à risque infectieux en Corse (annulée en appel, annulation confirmée par la Cour de cassation) ; Autorité de la concurrence polynésienne, décision n° 2019-PAC-01 du 22 août 2019 relative à des pratiques du groupe Wane mises en œuvre dans la commercialisation de boissons (annulée).

²⁶ CJUE, 13 novembre 1975, General Motors/Commission, 26-75, EU:C:1975:150 (annulation de la décision de la Commission) ; CJUE, United Brands/ Commission, précité (annulation de la décision de Commission) ; CJUE, British Leyland, aff. 226/84, EU:C:1986:421 ; Commission européenne, 25 juillet 2001, Affaire 36.915 — Deutsche Post AG — Interception de courrier transfrontière.



« s'accroche » à l'infrastructure cuivre. **Orange est donc bien toujours en monopole a minima sur ces réticents, aucune obligation ne pouvant donc être levée.**

- En outre, au regard des comparaisons internationales, étalon pertinent pour apprécier l'excessivité des tarifs, le tarif français est déjà d'un niveau de 25% supérieur au tarif moyen.



- A cela s'ajoute que la quasi-exclusivité des pays membres de l'Union européenne a un tarif de dégroupage orienté vers les coûts : le rapport du BEREC (Regulatory Accounting in Practice 2021), basé sur les déclarations des 28 régulateurs européens, confirme que 24 pays sur les 28 connaissent aujourd'hui un tarif orienté vers les coûts.

- Ensuite, nous nous étonnons du revirement soudain de paradigme envisagé par l'Arcep concernant le changement de remède tarifaire.

En effet, l'analyse des affaires dans lesquelles une obligation de non-excessivité du tarif a pu être admise est limitée à des cas très spécifiques liés à une **asymétrie du développement de la concurrence** sur un marché ou à **l'existence d'infrastructures non-réplicables**, ceci afin d'éviter que l'exploitant de ces infrastructures (ou le prestataire de services) ne puisse bénéficier d'une rente sur les services où il n'existe pas de concurrence²⁷.

L'ARCEP indique dans sa consultation que le caractère non-excessif du tarif « pourrait être apprécié en tenant notamment compte des tarifs des offres de **gros comparables en France ou à l'étranger** ». Les tarifs « orientés coûts » en France étant comme démontré précédemment déjà parmi les plus élevés au niveau européen il n'y aurait donc pas lieu de fixer un tarif « non-excessif » supérieur au tarif orienté « coûts ».

Un tel changement de paradigme dans l'analyse de l'Arcep apparaît contraire au principe de sécurité juridique.

²⁷ Voir Autorité de la concurrence, Avis n° 15-A-10 du 24 juillet 2015 *relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse du marché de gros amont des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes audiovisuels*. Voir aussi, Autorité de la concurrence, Avis n° 12-A-13 du 8 juin 2012 *relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du code des postes et des communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés de gros amont des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes audiovisuels*, point 90 ; Autorité de la concurrence, Avis n° 11-A-07 du 27 mai 2011 *relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes portant sur un projet d'analyse des marchés de la téléphonie fixe*.



Il résulte de ce qui précède que toute modification du remède tarifaire serait contraire aux principes de prévisibilité et de stabilité réglementaire.

4. Cette « viscosité » concrétise le risque de rente pointé par l'ADLC

4.1 La hausse tarifaire envisagée par l'Arcep constituerait une rente supplémentaire pour Orange

Bouygues Telecom s'étonne à nouveau que l'Arcep fasse fi de l'avis de l'Autorité de la concurrence alors qu'il a été démontré que les craintes exprimées par l'Autorité sont indéniablement fondées.

Cette posture est d'autant plus préoccupante que l'Arcep envisage une hausse du tarif « orienté coûts », et la mise en place d'un tarif « non excessif » supérieur au tarif précédent et un tarif « libre » uniquement limité par un test de répliquabilité tarifaire. **Ces hausses maximisent les risques juridiques et concurrentiels susmentionnés en plus de revêtir un caractère manifestement punitif pour les opérateurs alternatifs en ne tenant pas compte de la viscosité du marché.**

Par ailleurs, **l'Arcep semble occulter les hausses tarifaires récemment décidées par l'Autorité au profit d'Orange**, en particulier celles du début 2021 de 0,19€ sur le tarif du mensuel du dégroupage et de 20€ sur les frais d'accès au service et d'avril 2023 de 0,39€ (lié à l'IFER).

[...]

Ces hausses tarifaires multiples sont particulièrement discutables au regard d'un réseau amorti depuis des années et dont la qualité est durablement dégradée, comme en atteste la mise en demeure²⁸ de l'Arcep et les indicateurs fournis par Orange sur une base mensuelle.

4.2 Cette rente créera des distorsions de concurrence majeures

Une telle rente créera inévitablement des distorsions de concurrence majeures entre Orange et les autres opérateurs alternatifs. De plus, **ces derniers seront placés face à un dilemme insoluble dont seul Orange bénéficiera.**

Si les opérateurs commerciaux répercutent la hausse tarifaire sur leurs clients

Si l'objectif visé par l'Arcep était *in fine* une augmentation des tarifs de détail réglés par les clients finaux afin de les inciter à migrer vers la fibre, alors cette méthode présenterait d'importants **biais concurrentiels**.

En répercutant la hausse tarifaire sur leurs clients les opérateurs commerciaux subiraient un désavantage concurrentiel ainsi qu'une dégradation d'image durable, tant sur le cuivre que sur la fibre au bénéfice d'Orange.

²⁸ Décision n°2018-1596-RDPI de l'Arcep en date du 18 décembre 2018 portant mise en demeure de la société Orange de se conformer à ses obligations concernant la qualité de service de ses offres de gros activées sur le marché de gros à destination des entreprises et ses offres de gros d'accès généraliste à la boucle locale cuivre.



De plus, Orange pourrait choisir de ne pas répercuter cette hausse, sans impact pour sa rentabilité car ce « geste commercial » serait compensé par les revenus supplémentaires versés par ses opérateurs alternatifs : cela reviendrait à faire subventionner les clients d'Orange par ses concurrents.

Si les opérateurs commerciaux ne répercutent pas la hausse sur leurs clients

En cas de hausse des tarifs de gros cuivre sans répercussion sur les clients, les consommateurs les plus réticents au changement généreront de fait un surcoût notable aux concurrents d'Orange en restant clients des offres DSL, alors que l'évolution sera neutre ou quasiment neutre pour Orange :

- pour un volume de demande donné, Orange étant un opérateur verticalement intégré et détenant l'infrastructure cuivre, une augmentation du tarif de gros de dégroupage sera neutre sur les revenus de l'opérateur commercial Orange, tandis que ses revenus de gros augmenteront ;
- a contrario, un opérateur tiers tel que Bouygues Telecom subira un surcoût,

Une augmentation des tarifs de gros du cuivre entraînerait donc une distorsion de concurrence entre l'opérateur verticalement intégré en monopole sur le cuivre (Orange) et les opérateurs tiers.

5. Le réseau cuivre constitue déjà une rente pour Orange

La hausse du tarif du cuivre envisagée par l'Arcep est injustifiée et dangereuse pour la concurrence. De plus, il convient de souligner que selon une étude TERA pour Bouygues Telecom d'avril 2021, **Orange a perçu une rente de [...] Md€ sur la période 1997-2030 au titre de son réseau cuivre et qu'il sera bénéficiaire jusqu'à 2030, même sans hausse tarifaire :**

Cette hausse se justifie d'autant moins que le réseau cuivre d'Orange est largement amorti et qu'il sera bénéficiaire jusqu'à 2030 même sans hausse tarifaire.

La « rente du cuivre » sur la période 1997-2030 peut être définie comme la différence entre les flux de trésorerie générés cumulés et la valeur nette comptable des actifs qu'il restait à amortir en début de période :

- *La boucle locale cuivre a rapporté à Orange plus de [...] Md€ de flux de trésorerie entre 1997 et 2020.*
- *Compte tenu des projections de Tera Orange devrait encore dégager [...] Md€ sur la période 2021-2030 grâce à la boucle locale cuivre.*
- *Les [...] Md€ de VNC de 1996 représentent [...] Md€ actualisés en € 2021.*

Orange aura donc bénéficié d'une rente estimée à [...] Md€ sur la période 1997-2030 grâce à l'héritage de la boucle locale cuivre.

Dans une vision patrimoniale, il n'existe donc aucune justification aux demandes d'Orange de hausse des revenus de la boucle cuivre pour les dernières années.

Dans une vision à plus court terme de fin de vie, Orange devrait continuer à dégager plus d' [...] Md€ d'ici 2030 sur un actif déjà largement amorti. Il serait par ailleurs possible d'envisager à l'issue du cycle actuel une baisse du tarif du dégroupage de [...] % à [...] € tout en maintenant des flux de trésorerie cumulés positifs d'ici 2030.

Malgré les confortables excédents de trésorerie accumulés, Orange a progressivement laissé se dégrader le réseau cuivre, jusqu'à l'ouverture par l'Arcep en 2018 d'une enquête qui lui a permis de constater un certain nombre de manquements.

Compte tenu de la rente du cuivre accumulée par Orange il semble absurde de rattacher la dégradation observée à un manque de moyens. Il est par ailleurs difficile de comprendre en quoi l'accroissement de la rente du cuivre induite par la hausse du tarif de dégroupage réclamée par Orange inciterait l'opérateur historique à améliorer la qualité du réseau cuivre.

De l'aveu même des représentants du personnel d'Orange, la dégradation du réseau cuivre n'est en réalité que le reflet d'une organisation déficiente et d'une stratégie d'abandon délibérée :

Extraits du CR du Comité Central de l'Unité Économique et Sociale d'Orange, février 2017²⁹

« L'articulation curatif-préventif ne fait pas l'objet de définitions de meilleurs pratiques ou de standards communs. D'où des situations de maîtrise de la BLC qui restent hétérogènes d'une DO à l'autre »

« Il faut constater le quasi-abandon du groupe sur l'entretien et la prévention de la BLC »

Conclusion

Les hausses envisagées par l'Arcep sur le tarif de dégroupage ne sont en rien justifiées, pire elles déstabiliseraient le marché au profit de l'opérateur dominant (Orange) et participeraient à la perte de pouvoir d'achat des ménages. Le réseau cuivre est un produit « en fin de vie », quel consommateur accepterait de payer plus cher pour un produit dont la qualité se dégrade et dont la fin est imminente ? La réponse est évidente : aucun.

II. Les effets néfastes sur la concurrence et les consommateurs que provoqueraient l'abandon de la régulation tarifaire par l'ARCEP

L'Arcep envisage deux remèdes tarifaires :

- Un tarif « orienté coûts »
- Un abandon de la régulation avec l'application de tarifs « non-excessifs » et « libre » s'appliquant aux zones de fermetures commerciales

1. Le tarif orienté coûts

Ce tarif orienté coûts est le mécanisme actuellement utilisé pour le tarif de dégroupage. Ce tarif, tel que recommandé par la Commission Européenne, est issu du modèle BLOM.

²⁹ https://www.cfecgc-orange.org/documents/comites-groupe/ccues/cr_ccues_02_2017.pdf



Principe du modèle BLOM

Le tarif orienté coûts issu du modèle BLOM est le résultat d'un « calcul des coûts ascendants différentiels à long terme » (LRIC+) consistant à estimer le coût courant qu'un opérateur efficace hypothétique encourrait pour construire un réseau moderne efficace, c'est-à-dire un réseau NGA. **Ce modèle répond aux besoins de prévisibilité et de stabilité nécessaires au développement d'une concurrence effective et loyale. Bouygues Telecom souhaite donc le maintien de cette méthodologie jusqu'à la fermeture totale du réseau cuivre historique.**

Surévaluation des CAPEX et des OPEX

Bien que Bouygues Telecom soutienne l'utilisation du modèle BLOM, celui-ci ne nous semble pas optimisé. En effet, Bouygues Telecom estime que les CAPEX et les OPEX utilisés dans le modèle BLOM sont nettement surévalués en faveur d'Orange. Sur ce point Bouygues Telecom a par le passé indiqué à l'ARCEP que des optimisations techniques étaient réalisables diminuant de fait les coûts des CAPEX. Il ne s'agit pas ici de réitérer l'ensemble des remarques que Bouygues Telecom a pu faire par le passé mais de mettre en lumière les éléments les plus représentatifs :

- Les durées de vie des éléments du réseau sont nettement sous-estimées (l'exemple de la durée de vie du GC aérien et des NRO estimées à 20 ans en sont le symbole)
- Le réseau modélisé n'est pas optimisé. Le nombre de NRO modélisé a un fort impact sur le tarif orienté coûts, or, alors que près de 80% du réseau FttH est déployé il est anormal d'estimer ce nombre de NRO nécessaire à près de 8000. En effet, il est désormais admis que le réseau FttH comportera entre 6300 à 6400 NRO.

Ces deux exemples illustrent que les paramètres du modèle nécessitent une optimisation conduisant de facto à une baisse du tarif orienté coûts.

Un amortissement des CAPEX à questionner

Bouygues Telecom s'interroge sur l'amortissement des CAPEX. En effet, les CAPEX sont amortis selon la méthode des coûts courants économiques. La méthode des coûts courants économiques ne produit des annuités que tant que les actifs ne sont pas totalement amortis. De plus, la méthode des coûts courants économiques respecte l'exigence de maintien de la qualité de service (l'opérateur reste incité à réaliser les investissements efficaces), or sur le réseau cuivre la qualité de service se dégrade et Orange n'est plus incitée à investir sur un réseau dont elle a déterminé l'extinction en 2030. Cette méthode d'annualisation des CAPEX favorise fortement Orange.

2. Abandon de la régulation tarifaire

Un tarif « non-excessif » imprécis

Le tarif « non excessif » s'appliquerait, d'après le projet de l'ARCEP, sur les adresses éligibles à la fermeture commerciale à l'adresse et un test de répliquabilité tarifaire pourrait s'appliquer dès l'instauration de ce tarif.

A titre liminaire, il convient de rappeler que la notion de tarif « non-excessif » n'est pas clairement définie dans la littérature économique, ce qui laisserait une grande marge de manœuvre à



l'opérateur historique et serait de nature à accroître l'instabilité des tarifs et ce faisant à réduire leur prévisibilité pour les concurrents d'Orange qui en dépendent. Bouygues Telecom renvoie à la section 3 ci-dessus pour plus de détails sur les risques juridiques et concurrentiels soulevés par cette notion mal-définie.

Un tarif « non-excessif » inapplicable à l'adresse

Comme vu précédemment le tarif « orienté coûts » permet déjà à Orange de dégager une marge raisonnable. Par ailleurs il est admis par l'ensemble des acteurs, Orange compris, que la fermeture commerciale rapide à l'adresse n'a aucune influence sur la migration, il s'agit d'un non-événement³⁰. En effet, les opérateurs commerciaux ne commercialisant déjà plus de cuivre dès l'arrivée du FttH à une adresse donnée. Cette fermeture commerciale à l'adresse n'a donc aucune signification pour le client.

Le projet de l'Arcep va encore plus loin car ce n'est même pas à la fermeture commerciale de l'adresse que ce tarif « non-excessif » s'appliquerait mais à l'éligibilité d'une adresse à cette fermeture soit 6 à 12 mois auparavant. Comment Orange signifiera t'il aux opérateurs commerciaux quel tarif s'applique à quelle adresse ? et comment les opérateurs commerciaux pourront contrôler cette information d'Orange tous les mois à la réception de la facture ?

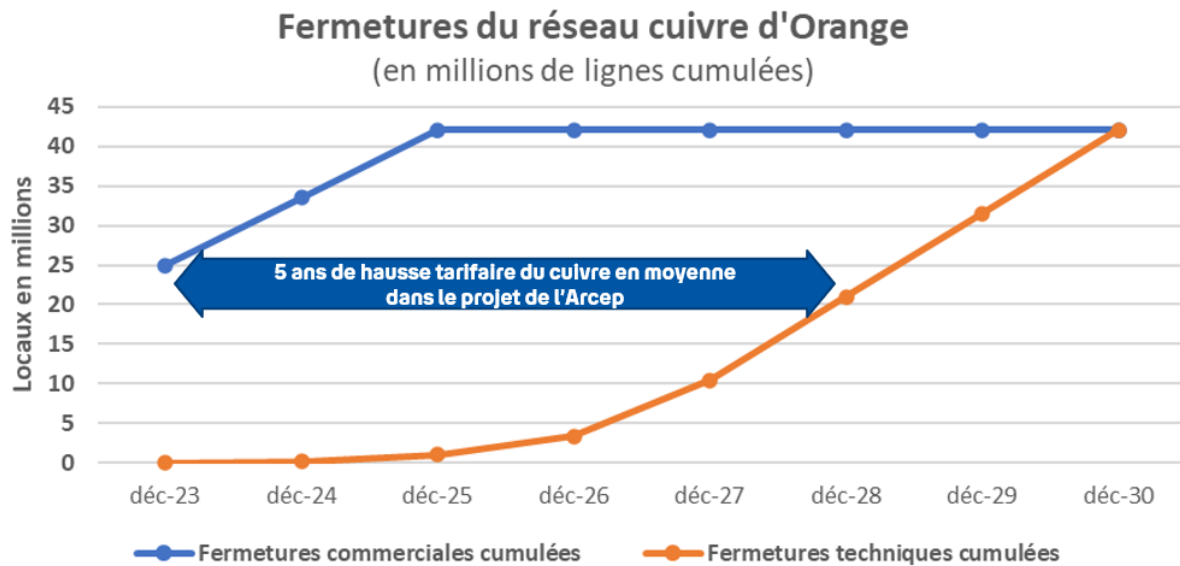
La mise en application d'un tarif « non excessif » sur une éligibilité à l'adresse n'est donc pas réalisable et compte tenu de l'asymétrie d'informations, ne nous semble pas non plus équitable et suffisamment prévisible. Si une différenciation tarifaire devait être réalisée sur le principe de la fermeture commerciale à l'adresse, elle ne pourrait être réalisée qu'en rapprochant des fichiers échangés entre Orange, les opérateurs et l'Arcep fixant les lots de fermeture commerciale à l'adresse.

Seule l'application d'une hausse tarifaire un an avant l'échéance de la fermeture technique serait équitable

Seule la fermeture technique permet de relancer les migrations auprès des clients récalcitrants. Les expérimentations ont démontré que les récalcitrants restent sur le cuivre jusqu'à l'annonce de la fermeture technique. Une fois cette date connue les migrations se réalisent à un rythme lent et régulier (environ 4% de migration par mois) au cours de l'année qui précède la fermeture technique.

Bouygues Telecom a démontré ci-avant qu'une hausse tarifaire n'était ni souhaitable, ni nécessaire, ni équitable. Si l'Arcep estimait malgré tout qu'une hausse tarifaire devait être appliquée, celle-ci ne pourrait l'être qu'en liaison avec l'échéance de la fermeture technique. En effet rien ne justifie un abandon de la régulation tarifaire dès la fermeture commerciale. Le plan d'Orange, par son manque d'ambition prévoit en moyenne un délai de 5 ans entre les jalons de fermeture commerciale à l'adresse et de fermeture technique comme l'illustre le graphique ci-dessous tiré des données publiées par Orange :

³⁰ GT de fermeture du cuivre 23 du 13 janvier 2023 « Orange ne note pas d'influence notable de la FCA sur les comportements »



Une évolution tarifaire dès le jalon de fermeture commerciale à l'adresse ne serait absolument pas raisonnable. Celle-ci n'étant en rien incitative et survenant bien trop tôt avant l'échéance de la fermeture technique.

Bouygues Telecom partage l'analyse faite par la Commission européenne dans la recommandation accès publiée avec le « paquet » dédié à la « regulatory promotion of Gigabit connectivity ». En effet, celle-ci précise au point 81 qu'un abandon de la régulation tarifaire pourrait être envisagé de manière progressive avant la date de **fermeture technique** « *by allowing the SMP operator to progressively increase wholesale prices for access to copper networks. Such a price increase should only be applicable in areas where the notice period for the copper switch-off has started. The NRA should ensure that the period of applicability of the price increase is not prolonged by any undue delay in the implementation of the switch-off plan.* » Ainsi la recommandation précise qu'un relâchement de la régulation tarifaire pourra être effectué 2 ans au maximum avant la fermeture technique.

Bouygues Telecom estime donc qu'une dérégulation tarifaire progressive, un an seulement avant la fermeture technique, bien que créant une rente injustifiée pour Orange, pourrait être acceptable.

D'une manière générale sur la question tarifaire, l'Arcep doit tenir compte du besoin de prévisibilité et de stabilité des acteurs et s'extraire de raisonnements purement théoriques pour aborder la question en tenant compte de la réalité du marché HD/THD caractérisé par une imperfection de la substituabilité cuivre/fibre se manifestant par une part significative de clients restant « captifs » du cuivre

Si l'Arcep estimait nécessaire d'aller au bout de son projet de levée de remède tarifaire auquel nous nous opposons fermement alors elle devrait mettre en place un encadrement strict des hausses, avec :

- Une corrélation directe avec les échéances de fermeture technique ;
- Des délais de prévenance importants ;
- Une progressivité ou un étalement dans le temps de l'application des hausses, par paliers, pour éviter un choc économique aux concurrents d'Orange ;



- De manière préférentielle l'application de « price cap » fixés équitablement par l'Arcep pour la durée du cycle.

Le test de reproductibilité tarifaire ne sera pas protecteur et n'évitera pas de soumettre les concurrents d'Orange à un choc économique

D'après la théorie économique, le test de reproductibilité tarifaire doit permettre à un opérateur tiers de répliquer les offres d'Orange en dégageant une marge raisonnable.

Comme l'Autorité le précise dans sa consultation, ce test de répliquabilité sera effectué par Orange et soumis à l'Autorité. Certes l'Arcep a un pouvoir de contrôle mais il existe une telle asymétrie d'informations que ce contrôle de l'Arcep sera extrêmement difficile, voire impossible. Orange aura naturellement tendance à masquer, voire diminuer certains coûts pour démontrer que l'espace économique disponible est important et ainsi lui permettre d'augmenter son tarif cuivre. De plus quelles seront les offres haut débit sur lesquelles Orange effectuera son calcul de TRT ? il est probable qu'Orange calculera ce TRT sur un panel de ses offres sélectionnées selon son intérêt. Enfin en cas de hausses du tarif de détail des offres de référence d'Orange sur le cuivre ce TRT sera susceptible d'évoluer à « la main d'Orange » qui pilotera ses profits via le plan de fermeture.

Tous ces éléments nous conduisent à conclure que le test de répliquabilité, s'il est indispensable dans le cadre d'une levée tarifaire pour éviter un tarif d'éviction, est sujet à discussions et interprétations. Orange OC en tant que leader du marché bénéficie d'économie d'échelle que ses concurrents ne posséderont jamais. Il pourrait donc être intéressant pour l'Autorité de comparer ce TRT d'Orange OC aux données des opérateurs efficaces concurrents afin que l'Arcep puisse estimer les coûts qui s'appliquent réellement aux compétiteurs d'Orange qui ne disposent pas de telles économies d'échelle.

Conclusion

Toutes ces évolutions tarifaires font qu'Orange pilotera le plan de fermeture du cuivre en fonction de l'optimisation de ses revenus. Cela n'accélérera en rien la fermeture du cuivre bien au contraire. À la suite de la fermeture nationale de janvier 2026, il sera dans l'intérêt d'Orange de ralentir les fermetures techniques afin que le tarif « libre » s'applique le plus longtemps possible sur le plus de lignes cuivre possible. Bouygues Telecom est persuadée que le plan d'Orange sera tout autre si cette hausse tarifaire est déclenchée 1 an avant la fermeture technique. Dans ce cas, Orange sera réellement encouragée à fermer techniquement le plus rapidement pour maximiser ses revenus et ne fermera pas seulement 25% des lignes d'ici 2028.

Question 25. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Bouygues Telecom soutient l'Arcep dans l'obligation faite à Orange de comptabilisation des coûts et de séparation comptable. Seule cette disposition permet de détecter l'apparition de comportements discriminatoires et/ou de subventions croisées abusives entre le marché de gros et le marché de détail aval. De plus Orange étant soumis à une obligation tarifaire avec un tarif orienté vers les coûts il est légitime de lui imposer cette double obligation. Ces obligations comme le précise l'Autorité « *constituent un minimum pour s'assurer de l'absence de subventions croisées et de pratiques de ciseau tarifaire.* »



3. Marché 2 de fourniture en gros d'accès de haute qualité

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?

Environ **60%³¹ des accès de haute qualité des opérateurs alternatifs** à destination du marché entreprises sont construits sur une infrastructure de boucle locale d'Orange toutes technologies confondues. Cet élément démontre **une dépendance** toujours importante des opérateurs alternatifs aux infrastructures d'Orange notamment pour le marché entreprises en raison de la situation quasi-monopolistique d'Orange sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur cuivre et fibre. Ce constat est partagé **y compris dans les zones les plus denses** où le déploiement des BLOD alternatives n'a pas rendu les opérateurs concurrents suffisamment indépendants d'Orange.

Dès lors, **une délimitation géographique** distinguant les zones dans lesquelles la dépendance des opérateurs alternatifs à Orange est encore très élevée des zones où elle l'est moins, **conduirait à définir des marchés géographiques aux frontières instables**. L'Autorité serait ainsi alors amenée à redéfinir ces marchés géographiques en cours de cycle **ce qui nuirait à la prévisibilité du cadre réglementaire** pour les acteurs du marché.

Compte tenu de ces éléments, Bouygues Telecom constate, à l'instar de l'Autorité, que les offres de gros d'accès activés de haute qualité relèvent d'un marché national.

Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?

Au regard des analyses quantitatives et qualitatives réalisées par l'Autorité afin de caractériser l'état de la concurrence, Bouygues Telecom rejoint les conclusions de l'Autorité estimant qu'Orange exerce **une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès activés de haute qualité**.

Question 3. Quelles observations avez-vous à formuler sur la suppression de cette obligation et sur le délai envisagé pour son entrée en vigueur ?

Projet de l'Autorité de suppression des offres « Aircom/CEM » et LPT « réseau » d'Orange

Les opérateurs peuvent raccorder leurs éléments de réseaux distants de différentes façons (raccordement en fibre optique activée en propre, des accès passifs ou activés). **En fonction des caractéristiques locales, les différentes options sont envisageables, elles permettent de garantir une flexibilité aux opérateurs et de répondre efficacement à des raccordements variables.**

[...] Dès lors, cette offre est indispensable au développement et la capillarité du réseau de Bouygues Telecom.

³¹ 75 % au cours du 6^{ème} cycle p.33 du projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse de l'Arcep.



En outre, la suppression de cette obligation donnerait à Orange, sur le marché mobile de détail, un **avantage concurrentiel** vis-à-vis des autres opérateurs mobiles. **Ce bénéfice serait d'autant plus renforcé du fait du caractère convergent fixe-mobile du marché de détail.**

Enfin, comme le souligne l'Autorité, le maintien des offres de gros de raccordement d'éléments de réseau déjà existantes représente **un coût minime** pour Orange.

Ainsi et au regard de l'ensemble des éléments exposés ci-avant, Bouygues Telecom estime qu'il n'est ni proportionné, ni justifié de supprimer les offres « Aircom/CEM » et LPT « réseau » d'Orange. Le choix d'architecture propre à Bouygues Telecom d'avoir recours à cette offre a nécessité des investissements lourds qui ne peuvent être remis en cause. Supprimer cette offre limiterait de fait le développement de la concurrence dans les zones où l'accès au réseau d'Orange est incontournable.

Si l'Autorité devait acter d'une suppression, le délai d'un an envisagé pour son entrée en vigueur serait insuffisant pour réaliser les migrations par les opérateurs mobiles. Toute volonté de supprimer ces offres devra s'accompagner au préalable d'un calendrier prévisionnel de fermeture avec un préavis suffisant et des éventuelles offres de migrations à un coût raisonnable.

Question 4. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 6 du marché 1.

Question 5. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprises, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 7 du marché 1.

Question 6. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande » des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas de lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 9 du marché 1.



Question 7. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 10 du marché 1

Question 8. Que pensez-vous du principe d'un encadrement du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses introduites par Orange pour la ZC1 d'une part, et pour les NRA de la ZC3 où l'obligation d'orientation vers les coûts serait levée d'autre part ? Quel serait selon vous le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité ? Pour quelles raisons ?

Projet de l'Autorité sur les offres de haute qualité « CELAN cuivre »

A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom constate qu'Orange est en situation quasi-monopolistique sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur cuivre. **Orange possède plus de 75% des parts de marché, sur le segment cuivre DSL, tant sur le marché de gros que de détail** La majorité des accès activés de haute qualité utilisées par les opérateurs alternatifs est fournie par Orange. En dépit d'une décroissance du nombre d'accès du réseau cuivre, **ces accès représentent encore 60% des accès de haute qualité.**

La « zone cuivre 1 » (ci-après « ZC1 ») correspondant à l'ensemble des zones arrière de NRA dégroupés avec GTR 4h, par **au moins un opérateur tiers** proposant une offre alternative aux offres *bitstream* cuivre spécifiques entreprises d'Orange. **Elle représente environ 80% des accès de haute qualité sur cuivre DSL commercialisés par Orange sur le marché de gros au sein de laquelle Orange n'est soumis à aucune obligation tarifaire.**

La « zone cuivre 3 » (ci-après « ZC3 ») correspondant à l'ensemble des zones arrière de NRA où **Orange est le seul opérateur** à proposer des offres de *bitstream* cuivre spécifiques entreprises. Orange dispose donc d'une position de monopole local. Dans ce contexte, Orange a **une obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts** afin d'assurer l'égalité des conditions de concurrence entre Orange et les opérateurs alternatifs clients de l'offre de gros, et, de garantir des prix attractifs pour le client final. Néanmoins, pour la période du cycle 2024-2028, l'Autorité considère que lorsque **l'ensemble de la zone arrière d'un NRA** est située dans **une zone fermée commercialement** aux offres de *bitstream* cuivre spécifiques entreprises, il paraît légitime que **la régulation tarifaire puisse être levée.**

L'Autorité envisage d'imposer à Orange **un mécanisme d'encadrement des délais de prévenance adapté aux hausses envisagées** par Orange au sein de la ZC1 ainsi que pour les NRA de la ZC3 dès lors que l'obligation d'orientation vers les coûts ne s'applique plus.

En l'espèce, les contrats de détails sont signés pour des longues durées, dès lors, en cas de hausse des tarifs d'accès par Orange, Bouygues Telecom n'a pas la possibilité de répercuter des hausses de tarifs des offres de gros. De plus, la complexité dans la mise en œuvre de ces hausses et les risques de rupture de contrat rendent difficilement applicable cette répercussion.



Au-delà d'un **besoin de prévisibilité**³² sur les tarifs d'accès cuivre de haute qualité, **la stabilité sur les tarifs d'accès cuivre de haute qualité** demeure l'élément le plus structurant du marché actuel de l'accès local en position déterminée. **La migration des accès cuivre vers des accès fibre optique** constitue **un levier essentiel** pour les opérateurs alternatifs de gagner de nouveaux clients et de renforcer l'animation concurrentielle.

Toute augmentation du tarif d'accès du cuivre de haute qualité aurait pour conséquence de renforcer la position d'Orange déjà en situation quasi-monopolistique ce qui s'avérerait aller à l'encontre des objectifs poursuivis par l'Autorité à savoir d'assurer une réelle animation concurrentielle sur ce marché au moment même où les besoins en connectivité des entreprises croissent en raison de la numérisation à venir de l'économie.

Le contexte de fermeture du cuivre n'est pas un élément justifiant une augmentation des tarifs d'accès pour les accès de haute qualité sur cuivre au sein de la ZC3.

Enfin, comme Bouygues Telecom avait pu le mentionner lors de sa réponse au « Bilan et Perspectives »³³, Bouygues Telecom constate que **les délais de production des accès cuivre de haute qualité ne respectent toujours pas les seuils déterminés par l'Autorité. Avant d'envisager une éventuelle hausse des tarifs d'accès cuivre de haute qualité, Orange devrait d'ores et déjà respecter ses obligations réglementaires notamment la qualité de service sur ses offres de gros à destination du marché entreprises.** Un niveau de qualité de service est essentiel afin de concevoir les offres de gros d'accès activé concurrentes d'Orange.

Dès lors et à l'aune de ces éléments, il apparaît justifié et proportionné que l'Autorité garantisse un maintien des tarifs d'accès cuivre de haute qualité au sein de la ZC3. Le mécanisme d'encadrement des délais de prévenance adapté aux hausses envisagées par Orange n'est pas un garde-fou suffisant pour assurer l'égalité des conditions de concurrence entre les opérateurs alternatifs clients des offres d'Orange et Orange lui-même sur le marché de détail et d'éviter le risque d'une tarification de monopole. Afin de limiter les effets pervers sur la concurrence d'une telle hausse Bouygues Telecom demande à ce qu'elle ne puisse s'appliquer que progressivement et sur l'année qui précède la fermeture technique. Par ailleurs, l'offre de gros censée remplacer « CELAN cuivre » sur la fibre, à savoir « Optimum Access » d'Orange ou « FttE », n'a pas un niveau de disponibilité suffisant tant en éligibilité qu'en qualité (délai de livraison et stabilité du lien en production). L'infrastructure cuivre dans ces conditions demeure incontournable (impossibilité de migrer tous les clients du cuivre vers la fibre).

³²La prévisibilité est une composante essentielle pour les acteurs économiques puisqu'il importe de maîtriser à plus long terme d'éventuelles variations erratiques du tarif d'accès cuivre de haute qualité. Elle garantit ainsi la stabilité des conditions économiques d'exploitation et le maintien à long terme de la convergence des tarifs de gros. Par ailleurs, les opérateurs alternatifs ont besoin de prévisibilité dans le cadre des appels d'offres clients qui nécessitent encore des liens cuivre, lorsque qu'une solution de substitution sur fibre n'est pas encore disponible.

³³ p.43 de la réponse de Bouygues Telecom au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité du 13 juillet 2022.



Question 9. Avez-vous des observations sur l'ajout d'un nombre d'occurrences minimum par groupe de produits conditionnant l'application des seuils pour la production sur support cuivre xDSL d'une part et pour les signalisations SAV sur support cuivre xDSL d'autre part ? S'agissant de la production d'accès sur support cuivre, avez-vous des remarques sur le seuil minimum de 100 occurrences par trimestre en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ?

S'agissant des signalisations SAV, avez-vous une suggestion à faire pour déterminer le nombre d'occurrences minimum en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ?

Que pensez-vous de l'utilisation du nombre de 100 occurrences par trimestre ?

La qualité de service, en particulier les composantes de délai de livraison et de rétablissement du service/des accès, est une condition essentielle du bon fonctionnement concurrentiel du marché.

La capacité de Bouygues Telecom à proposer des niveaux de qualité de service satisfaisant est déterminante pour ses clients. **Les offres de Bouygues Telecom sont dépendantes en partie de la qualité des offres de gros achetées auprès d'Orange à partir desquelles les offres de Bouygues Telecom sont construites.** Dès lors, des délais de livraison ou de rétablissement excessifs ne sont pas compatibles avec les attentes de Bouygues Telecom et de ses clients entreprises qui ont des exigences fortes en termes de qualité de service.

Dans les cycles précédents, l'Autorité a imposé à Orange de respecter **des indicateurs et des seuils chiffrés de qualité de service** afin d'assurer un accès effectif aux offres d'accès activés de haute qualité. Pour chaque groupe de produits (CELAN Cuivre, Fibre, etc...), des indicateurs ont été définis, auxquels ont été associés des seuils, pour permettre d'apprécier, d'une part, la qualité de la production des accès et, d'autre part, la qualité du rétablissement des pannes (SAV). **Le respect des seuils est apprécié à une maille d'analyse nationale.**

Dans le cycle 2024-2028, l'Autorité envisage qu'au-dessous d'un certain nombre d'occurrences de mise en services ou de signalisations SAV, il n'est plus proportionné d'imposer à Orange le respect d'un seuil.

Comme mentionné précédemment, Bouygues Telecom constate qu'Orange n'a jamais respecté les indicateurs et les seuils chiffrés de qualité de service imposés par l'Autorité. Dans la mesure où le marché de détail entreprise et encore largement insuffisamment concurrentiel, Bouygues Telecom considère qu'il n'apparaît ni justifié, ni proportionné d'assouplir l'obligation d'Orange de respecter les indicateurs et les seuils chiffrés de qualité de service tel que prévu par le cycle précédent.

Question 10. Que pensez-vous de l'évolution envisagée de suppression de l'obligation d'orientation coût pour les zones arrière de NRA situés dans une zone fermée commercialement ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 8.



Question 11. Avez-vous des observations à formuler sur l'ajout du critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B ?

Dans sa réponse au « Bilan et Perspectives »³⁴, Bouygues Telecom avait réitéré la nécessité de supprimer la distinction au sein de la ZF2, de la ZF2-A³⁵ et de la ZF2-B au sein desquelles le test de reproductibilité tarifaire s'applique de manière différenciée. **Bouygues Telecom ne dispose d'aucun élément de la part d'Orange sur la mise en œuvre du test de reproductibilité tarifaire.**

Ainsi, Bouygues Telecom considère qu'il apparaît opportun qu'Orange partage ces éléments lors de la multilatérale Accès Haute Qualité afin de s'assurer de son effectivité et du principe de transparence.

Dans le cycle 2024-2028, l'Autorité envisage d'ajouter le **critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B**. Ce nouveau critère apparaît pertinent, toutefois, il est à noter qu'il ne semble **pas être un remède suffisant** afin de prévenir une éventuelle pratique de prix excessivement élevés par Orange sur une zone où la concurrence n'était pas effective.

Bouygues Telecom invite l'Autorité à prendre sans attente des mesures concrètes pour lever les problèmes de qualité de service constatés sur i) l'offre de gros activée d'Orange (CELAN), ii) l'offre Optimum Access d'Orange (FttE) afin que le marché Entreprises connaisse enfin le développement d'une concurrence effective et loyale.

i) L'offre de gros d'accès activé de haute qualité sur support fibre d'Orange (CELAN)

Depuis 2020, **Bouygues Telecom a alerté Orange sur les délais de production des accès activés de haute qualité** (« CELAN »). Orange s'engage à produire les accès CELAN dans un délai de 56 jours calendaires. **En l'espèce, le délai moyen de production est de plus de 160 jours calendaires en janvier 2023.** Cette dégradation continue des délais de production de ces accès génère **un préjudice considérable** pour Bouygues Telecom. Malgré des alertes réitérées en multilatérale Accès Haute Qualité³⁶, **la situation demeure inchangée.**

Dans un contexte de fermeture du réseau cuivre, **la question de la qualité de service est un paramètre essentiel à la dynamique concurrentielle afin de répondre aux besoins de la clientèle entreprises.** Le non-respect des engagements contractuels et des seuils de qualité de service chiffrés est **une barrière à l'entrée significative.** **Les problèmes de qualité de service constatés sur les offres de gros d'Orange à destination du marché entreprises sont un frein à une dynamique concurrentielle.** Elles n'offrent pas aux opérateurs la capacité de se différencier sur le marché de détail avec Orange.

En conclusion, au regard de l'ensemble des éléments qui précèdent, Bouygues Telecom demande à l'Autorité, dès le 1^{er} janvier 2023, d'enjoindre Orange à respecter les indicateurs de qualité de service notamment le taux de respect des dates contractuelles de production des accès (56 jours calendaires) et le taux de respect de la garantie de temps de rétablissement pour répondre aux

³⁴ p.44 à 47 de la réponse de Bouygues Telecom au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité du 13 juillet 2022.

³⁵ Les offres FttE passives sont pris en compte par le test de reproductibilité tarifaire, toutefois, force est de constater que les offres FttE passives ne sont pas effectives chez l'ensemble des opérateurs d'infrastructure. Par ailleurs, les délais de production des offres FttE passives d'Orange ne respectent ni les délais contractuels, ni les délais réglementaires.

³⁶ Multilatérale « Accès de Haute Qualité » du 23 mars 2023.



exigences élevées de la clientèle non-résidentielle. Bouygues Telecom invite l'Autorité à sanctionner Orange, le cas échéant, en cas manquements constatés.

Enfin, lors de la multilatérale « Accès Haute Qualité »³⁷, **Orange s'était engagée, au T1 2023, à mettre à disposition un nouvel indicateur de délai de livraison sous responsabilité Orange visant à exclure les délais liés aux attentes client final (travaux à réaliser par le client lui-même par exemple) afin de présenter uniquement les délais imputables à l'opérateur Orange.** Ce nouvel indicateur devait être mise en œuvre, dans un premier temps, sur les offres FttE passives et activées, et dans un second temps, sur les offres FttO. Lors de la dernière multilatérale « Accès Haute Qualité »³⁸, **Orange a indiqué ne pas être en mesure de produire cet indicateur sans ajouter un calendrier prévisionnel.** Bouygues Telecom ne peut que déplorer cette situation et rappelle l'attente relative à cet indicateur. Ce faisant, Bouygues Telecom invite l'Autorité à imposer à Orange **un calendrier prévisionnel raisonnable.**

ii) L'offre de gros d'accès passif d'Orange (FttE)

Depuis 2020, Bouygues Telecom alerte Orange sur les **délais de production des accès passifs avec une garantie de temps de rétablissement en 4 heures ouvrables et non ouvrables** (« Optimum Access » « FttE »). Orange s'engage à produire les accès FttE dans un délai de 55 jours calendaires. **En l'espèce, le délai moyen de production est de plus de 150 jours calendaires en janvier 2023.** Cette dégradation continue et qui s'accélère génère **un préjudice considérable** pour Bouygues Telecom et ses clients.

Le non-respect des engagements contractuels et des seuils de qualité de service chiffrés est une barrière à l'entrée significative. Les problèmes de qualité de service constatés sur les offres de gros d'Orange à destination du marché entreprises sont un frein à une dynamique concurrentielle. Elles n'offrent pas aux opérateurs la capacité de se différencier sur le marché de détail.

Ainsi et au regard de l'ensemble des éléments exposés ci-avant, Bouygues Telecom demande à l'Autorité d'enjoindre Orange, dès le 1^{er} janvier 2023, à respecter les indicateurs de qualité de service notamment le taux de respect des dates contractuelles de production des accès (45 jours ouvrés) et le taux de respect de la garantie de temps de rétablissement pour répondre aux exigences élevées de la clientèle non-résidentielle. Bouygues Telecom invite l'Autorité à sanctionner Orange, le cas échéant, en cas manquements constatés.

En plus des délais de production excessifs des accès FttE, Bouygues Telecom constate que **les liens FttE livrés par Orange ne sont que partiellement utilisables**³⁹. Par ailleurs, **l'outil d'éligibilité d'Orange n'est pas fiable** : Bouygues Telecom constate une éligibilité FttE d'un client entreprise, puis, sans aucune explication, Orange l'annule. **Cette inéligibilité à tort aux offres FttE d'Orange, chaque locaux éligibles FTTH devant être éligibles FTTE, impacte directement nos relations commerciales avec nos clients.** Bouygues Telecom doit ainsi proposer une solution FttO plus onéreuse pour pallier l'incompétence d'Orange.

[...]

³⁷ Multilatérale « Accès de Haute Qualité » du 8 décembre 2022.

³⁸ Multilatérale « Accès de Haute Qualité » du 23 mars 2023.

³⁹ Un taux de post-production, c'est-à-dire de besoin d'intervention de la part d'Orange pour rendre fonctionnel le lien FttE déployé, très élevé à près de 20% par mois.



Enfin, **Bouygues Telecom invite l'Autorité à lever également les autres freins identifiés** dans sa réponse au « Bilan et Perspectives »⁴⁰ : **les entreprises oubliées et l'absence d'offres multi-accès chez certains opérateurs d'infrastructure.**

Question 12. Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 4 ?

Compte tenu du caractère intégré et du positionnement d'Orange sur les marchés de détail et de gros du haut débit et très haut débit, **les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable sont des remèdes distincts et complémentaires** qui restent absolument nécessaires.

L'obligation de comptabilisation des coûts permet de vérifier le respect de pratiquer des tarifs reflétant les coûts sur le marché de gros des accès activés de haute qualité. L'obligation de séparation comptable permet de détecter l'apparition de comportements discriminatoires et/ou de subventions croisées abusives entre le marché de gros et le marché de détail aval.

Bouygues Telecom invite l'Autorité à s'assurer du strict respect des principes tarifaires applicables à Orange.

⁴⁰ p.10 à 13 de la réponse de Bouygues Telecom au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité du 13 juillet 2022.



4. Marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?

Question 2. Avez-vous des observations sur l'analyse de la pertinence d'une régulation ex ante sur les marchés pertinents de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?

Question 23. Avez-vous des observations sur le principe de différenciation géographique de l'obligation de contrôle tarifaire, et en particulier sur la distinction proposée dans le présent projet de décision ?

Question 24. Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

L'Autorité distingue, en plus des zones très denses⁴¹, **deux marchés géographiques distincts**, l'un recouvrant l'ensemble des zones AMII (ci-après « Marché 3B.1 »), et l'autre recouvrant **l'ensemble des zones moins denses d'initiative publique (RIP et AMEL)** (ci-après « Marché 3B.2 »).

i) Analyse concurrentielle au sein des zones AMII

Bouygues Telecom s'étonne, entre autres, des conclusions de l'analyse concurrentielle, au sein des zones AMII en considérant que les conditions concurrentielles sont suffisamment développées. Compte tenu du fait qu'une pression concurrentielle s'exerce, l'Autorité conclut qu'il n'y a pas lieu d'imposer une obligation de contrôle tarifaire à Orange au sein de l'intégralité des zones AMII.

En dépit de l'absence d'une concurrence suffisante au sein de l'intégralité des zones AMII (voir le détail *infra*), Bouygues Telecom invite Orange à se conformer à la décision⁴² de l'Autorité la mettant en demeure de respecter ses engagements juridiquement opposables⁴³ au titre de l'article L.33.13 du CPCE. **Dès lors, Bouygues Telecom ne peut que contester l'absence d'obligation de contrôle tarifaire sur l'intégralité des zones AMII alors même qu'Orange ne tient pas ses engagements de rendre raccordable 100% des locaux sur cette même zone.**

⁴¹ Sur ce périmètre, la régulation asymétrique a été levée, lors du dernier cycle, l'Autorité considère que les conditions concurrentielles ne semblent pas avoir évolué de manière à réviser cette délimitation géographique.

⁴² Décision n°2022-0573-RDPI de l'Arcep en date du 17 mars 2022 portant mise en demeure de la société Orange de se conformer à ses engagements souscrits au titre de l'article L. 33-13 du CPCE et acceptés par l'arrêté du 26 juillet 2018. Orange est tenue de rendre raccordables 1 435 000 logements et locaux à usage professionnel avec au plus 8% de rendus raccordables sur demande.

⁴³ En date du 31 décembre 2021, Orange devait rendre raccordables ou raccordables sur demande 12 885 000 logements et locaux à usage professionnel dont au moins 92%, soit au moins 11 855 000, auraient dû être rendus raccordables et au plus 8%, soit 1 030 000, auraient dû être rendus raccordables sur demande.



Afin de réaliser son analyse concurrentielle, l'Autorité s'appuie sur trois critères pour apprécier quantitativement la situation concurrentielle à travers le territoire :

- **Critère 1** : la part des locaux pour lesquels il y a au moins **deux opérateurs dégroupés** proposant une offre de **bitstream sur le réseau cuivre** : dans son projet de décision, l'Autorité constate que **plus de 95% des locaux** sont desservis par **deux opérateurs dégroupés**⁴⁴.
- **Critère 2** : la **part de marché d'Orange** sur le marché de gros de l'accès central, **toutes technologies confondues** : dans son projet de décision, l'Autorité souligne que « *les zones AMII présentent un **niveau de dépendance important** aux infrastructures de gros de l'opérateur historique. Les valeurs sur les zones AMII varient entre **environ 35 % et environ 50 % de part de marché de gros** »⁴⁵.*
- **Critère 3** : la part de locaux accessibles par au moins **deux offres bitstream sur FttH** alternatives à Orange, notamment à destination des entreprises : en AMII, au quatrième trimestre 2021, entre **70 et 80 % des locaux** des zones AMII sont accessibles par au moins **2 offres de bitstream** alternatives à Orange sur FttH⁴⁶.

L'Autorité conclut que les conditions concurrentielles, au sein des zones AMII, se distinguent des zones moins denses d'initiative publique (RIP et AMEL) alors qu'elle précise notamment que « le niveau de concurrence des deux types de zones paraît insuffisant à ce stade, notamment au regard des parts de marché de gros d'Orange (critère 2). En effet, la part de marché de gros d'Orange sur les zones AMII varie entre environ 35 % et environ 50 %. »⁴⁷

A cet égard, Bouygues Telecom considère que l'analyse de l'Autorité est discutable. **En effet, dans un contexte de fermeture du cuivre, il apparaît illusoire d'apprécier quantitativement la situation concurrentielle en se fondant entre autres sur le critère 1.** Bouygues Telecom n'a pas vocation à migrer ses clients DSL Access vers des offres d'opérateurs dégroupés proposant du bitstream cuivre dans un contexte de fermeture du cuivre : ce serait un non-sens économique, dont l'Arcep doit tenir compte dans son analyse.

De manière générale, on peut constater, qu'à la fin du quatrième trimestre 2021, au sein des zones AMII, la part de marché de gros d'Orange reflète **une dépendance importante** des opérateurs de détail aux infrastructures de gros de l'opérateur historique.

Par conséquent, Bouygues Telecom considère que l'Autorité n'est pas en mesure de démontrer qu'une concurrence suffisante s'exerce sur l'intégralité des zones AMII.

⁴⁴ p.35 du projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse de l'Arcep.

⁴⁵ P.36 du projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse de l'Arcep.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ p.37 du projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse de l'Arcep.



Bouygues Telecom invite l'Autorité à analyser, de manière détaillée et précise, l'intensité concurrentielle au sein des zones AMII afin de définir :

- les zones géographiques où Orange est le seul opérateur proposant des offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse livré au niveau infranational (« zone non-concurrentielle ») ;
- Les zones géographiques où au moins un opérateur tiers propose une offre alternative aux offres de gros d'accès central d'Orange, sur DSL sur la base du dégroupage, ou fibre optique dans des conditions équivalentes⁴⁸ (« zone concurrentielle »).

Ces distinctions, mises en œuvre lors du 3^{ème} cycle d'analyse de marché, ont été également retenues par l'Autorité, au cours du 6^{ème} cycle d'analyse de marché, afin de différencier les obligations de contrôle tarifaire imposées à Orange sur l'ensemble du territoire national à l'exclusion des zones très dense⁴⁹. Compte tenu des éléments exposés ci-avant, Bouygues Telecom souhaiterait que l'Autorité réalise ces distinctions sur l'intégralité des zones AMII, c'est-à-dire conserve la méthode utilisée aux cycles précédents.

ii) Absence d'obligation tarifaire au sein des zones AMII

Dans son projet de décision d'analyse de marché, l'Autorité estime qu'il n'a **pas** lieu d'imposer **une obligation de contrôle tarifaire** à Orange pour ses offres d'accès central haut et très haut débit de masse en DSL livré au niveau infranational au sein de l'intégralité des zones AMII. **De ce fait, Orange sera libre de pratiquer des hausses tarifaires sur la totalité de la zone.** Ce n'est certainement pas l'ajout d'un principe d'encadrement du ou des délais de prévenances en fonction des éventuelles hausses tarifaires introduites par Orange qui sera un garde-fou suffisant (voir la question 20 *infra*).

Par conséquent et au regard de tout ce qui précède, Bouygues Telecom invite l'Autorité à appliquer un principe de différenciation géographique de l'obligation de contrôle tarifaire au sein des zones AMII (comme l'Autorité le prévoit au sein des zones moins denses d'initiative publique) :

- une première zone géographique « dite non-concurrentielle » : au sein de laquelle, Orange a l'obligation de pratiquer **des tarifs reflétant les coûts** pour les offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL livré au niveau infranational et les prestations associés⁵⁰, et ;
- une seconde zone géographique dite « concurrentielle » : au sein de laquelle, l'Autorité n'impose **pas** à Orange **d'obligation tarifaire** pour ses offres d'accès central haut et très haut débit de masse en DSL livré au niveau infranational.

⁴⁸ Notamment du point de vue des fonctionnalités, des niveaux tarifaires et de la couverture sur l'empreinte du NRA concerné.

⁴⁹ L'Autorité a procédé à la levée de la régulation tarifaire dans ces zones lors du 6^{ème} cycle d'analyse de marché.

⁵⁰ « Dès lors, les tarifs de l'offre doivent refléter les coûts de long terme d'un opérateur efficace aux caractéristiques comparables à celles d'Orange. À ce titre, ils ne doivent pas être marqués par des effets de seuil, et doivent être établis sur la base de choix économiques rationnels, en ayant recours notamment à des capacités adaptées », p.112 du projet de décision d'analyse de l'Arcep.



iii) **Analyse concurrentielle au sein des zones moins denses d'initiative publique (RIP et AMEL)**

Concernant les zones moins denses d'initiative publique (RIP et AMEL), l'Autorité distingue, au sein de ce marché géographique, **deux zones géographiques complémentaires** : une première zone « **dite non-concurrentielle** » et une seconde zone dite « **concurrentielle** ».

Dans son projet de décision d'analyse de marché, Bouygues Telecom constate que **les critères retenus**, par l'Autorité, pour différencier les deux zones géographiques, notamment celles concurrentielles, **ne sont pas précis**.

L'Autorité considèrera ainsi que relève **d'une zone concurrentielle**, si au moins un opérateur tiers propose ou est susceptible de proposer rapidement des offres de gros d'accès central haut ou très haut débit de masse, livré au niveau infranational, sur DSL **sur la base du dégroupage ou sur câble coaxial ou fibre optique dans des conditions équivalentes, alternatives à celles d'Orange**.

Outre ce critère, l'Autorité appréciera **également**, en cas de présence de bistream sur fibre optique, le **niveau de complétude des déploiements** dans la zone arrière du NRA.

Enfin, l'Autorité **ne s'interdit pas**, en cas de révision des critères, de retenir **le critère du nombre d'opérateurs dégroupés** présents au niveau du NRA considéré et celui **de parts de marchés des opérateurs de bistream** pour différencier géographiquement les obligations tarifaires.

Le manque de précision des critères retenus et leurs utilisations aléatoires par l'Autorité **conduisent à définir des zones géographiques aux frontières instables**. L'Autorité serait ainsi alors amenée à redéfinir ces zones en cours de cycle **ce qui nuirait à la prévisibilité du cadre réglementaire** pour les acteurs du marché.

En conclusion, au regard de l'ensemble des éléments qui précèdent, Bouygues Telecom invite l'Autorité à opérer les distinctions géographiques, afin de différencier les obligations de contrôle tarifaire imposées à Orange, en se fondant sur les critères mentionnés au cours du 6^{ème} cycle d'analyse de marché (voir i) *supra*).

iv) **Sur le principe de différenciation géographique de l'obligation de contrôle tarifaire au sein des zones moins denses d'initiative publique (RIP et AMEL)**

Dans son projet de décision d'analyse de marché, l'Autorité distingue, **au sein des zones moins denses d'initiative publique (RIP et AMEL), deux zones** :

- **Une zone non-concurrentielle** : au sein de laquelle, l'Autorité impose à Orange une obligation de pratique **des tarifs reflétant les coûts** pour les offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL livré au niveau infranational et les prestations associés. L'Autorité entend imposer **un encadrement tarifaire** à Orange qui fera l'objet d'une consultation spécifique.
- **Une zone concurrentielle** : au sein de laquelle, l'Autorité n'impose **pas** à Orange **d'obligation tarifaire** pour ses offres d'accès central haut et très haut débit de masse en DSL livré au niveau infranational.



Bouygues Telecom ne remet pas en cause le principe de différenciation géographique de l'obligation de contrôle tarifaire prévu par l'Autorité.

Compte tenu des obligations tarifaires différentes s'y appliquant, Bouygues Telecom invite l'Autorité :

- **Enjoindre Orange à lui transmettre les éléments de coûts pour les zones concernées et de les analyser scrupuleusement, et ;**
- **Transmettre l'ensemble des informations relatives à l'état du marché NRA par NRA afin que les opérateurs puissent avoir de la visibilité de ces évolutions.**

Les prérequis susmentionnés sont également indispensables au sein des zones AMII.

Enfin, l'Autorité estime *de facto* que la réalisation de la fermeture commerciale par zone du réseau cuivre est un critère complémentaire pertinent pour la segmentation de l'obligation de contrôle tarifaire. Dès lors **ces zones fermées commercialement** pourraient être considérées comme relevant de la zone concurrentielle pour laquelle l'Autorité n'impose **pas** à Orange **d'obligation tarifaire** pour ses offres d'accès central haut et très haut débit de masse en DSL livré au niveau infranational.

Au-delà d'un **besoin de prévisibilité**⁵¹ sur les tarifs, **la stabilité sur les tarifs d'accès cuivre** demeure l'élément le plus structurant du marché actuel de l'accès local en position déterminée. **La migration des accès cuivre vers des accès fibre optique** constitue **un levier essentiel** pour les opérateurs alternatifs de gagner de nouveaux clients et de renforcer l'animation concurrentielle.

Toute augmentation du tarif d'accès du cuivre aurait pour conséquence de créer une rente pour Orange. Le contexte de fermeture du cuivre ne justifie ni l'absence d'obligation tarifaire d'Orange, ni une augmentation des tarifs. Afin de limiter les effets pervers sur la concurrence d'une telle hausse, Bouygues Telecom demande qu'elle ne puisse s'appliquer que progressivement et sur l'année qui précède la fermeture technique.

Question 4. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès sur le périmètre des marchés géographiques pertinents 3B.1 et 3B.2 de fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Au regard des analyses quantitatives et qualitatives réalisées par l'Autorité afin de caractériser l'état de la concurrence, Bouygues Telecom rejoint les conclusions de l'Autorité estimant qu'Orange exerce une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès activés de haute qualité.

⁵¹La prévisibilité est une composante essentielle pour les acteurs économiques puisqu'il importe de maîtriser à plus long terme d'éventuelles variations erratiques du tarif d'accès cuivre de haute qualité. Elle garantit ainsi la stabilité des conditions économiques d'exploitation et le maintien à long terme de la convergence des tarifs de gros. Par ailleurs, les opérateurs alternatifs ont besoin de prévisibilité dans le cadre des appels d'offres clients qui nécessitent encore des liens cuivre, lorsque qu'une solution de substitution sur fibre n'est pas encore disponible.



Question 5. Avez-vous des observations concernant les interfaces proposées par Orange pour la livraison infranationale de ses offres d'accès central sur DSL ? En particulier, avez-vous des observations portant sur la migration des accès livrés sur des interfaces en technologie IP vers la technologie Ethernet ?

Le trafic des accès DSL produits par Orange pour Bouygues Telecom est livré **sur les réseaux de collecte IP et Ethernet** selon la typologie de la ligne de marché visé. En effet, si la technologie Ethernet a vocation à se substituer à la technologie IP, Bouygues Telecom dispose encore d'accès dont l'interface de livraison est l'IP.

Les modalités d'accès en matière d'interfaces de livraison relèvent **de choix d'architecture propre à Bouygues Telecom** et pour lesquels Bouygues Telecom a réalisé **des investissements lourds** qui ne peuvent être remis en cause.

Par ailleurs, restreindre l'offre de gros à un seul type d'interface, IP ou Ethernet, serait de nature à constituer **une barrière à l'entrée** pour des acteurs qui auraient fait un autre choix technologique parmi ces deux, et **limiterait ainsi de fait le développement de la concurrence** dans les zones où l'accès au réseau d'Orange est incontournable.

Enfin, la fermeture commerciale, puis technique de la technologie IP n'a pas fait l'objet d'une annonce de la part d'Orange. **Toute volonté de fermeture d'Orange devra s'accompagner au préalable d'un calendrier prévisionnel de fermeture avec un préavis suffisant et d'offres de migrations à un coût raisonnable.**

En conséquence, Bouygues Telecom estime nécessaire qu'Orange continue de proposer aux opérateurs alternatifs les interfaces de livraison en IP et Ethernet pour ses offres d'accès central haut débit de masse sur DSL.

Question 6. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de fournir son offre d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL permettant une couverture nationale à travers un raccordement régional, tel que décrit ci-avant ?

S'agissant de la collecte Ethernet, Orange fournit son offre d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL à travers un raccordement régional en une trentaine de points.

En l'espèce, Bouygues Telecom bénéficie d'un raccordement régional permettant de couvrir le territoire national.

Afin d'assurer un niveau de capillarité suffisant et ainsi favoriser le développement d'une concurrence durable, notamment dans les zones dégroupées, le maintien de la disponibilité de la livraison des offres de gros au niveau régional est proportionné. Il convient également que les offres formulées maintiennent les points de raccordement actuels, afin de ne pas déstabiliser les plans d'investissement et les stratégies de déploiement déjà mises en place par Bouygues Telecom.



Question 7. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de fournir des offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL, respectivement avec et sans service de téléphonie commutée, tel que décrit ci-avant ?

Question 8. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange -ou à sa mise en œuvre, de proposer aux opérateurs un processus effectif de synchronisation de la livraison de l'accès en ADSL nu et de la conservation du numéro ?

Question 9. Avez-vous des observations liées aux prestations listées ci-avant, et qu'Orange prévoit dans son offre de référence ?

Compte tenu de la position d'Orange qui exerce une influence significative sur le marché d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse, **Bouygues Telecom considère comme justifié et proportionné d'imposer à Orange de fournir aux opérateurs :**

- Des offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse **sur DSL** respectivement **avec et sans service de téléphonie commutée** ;
- Un processus effectif de synchronisation de la livraison de l'accès **en ADSL nu** et de la **conservation du numéro** ;
- Des offres d'accès central haut et très haut débit **sans service de téléphonie commutée** pour :
 - o les paires qui supportent **un service de communications électroniques** ;
 - o les paires **inactives** préexistantes de bout en bout ;
 - o les paires **nouvellement créées** entre le répartiteur principal et le point de terminaison du réseau dans les locaux de l'abonné.

Question 10. Estimez-vous que les conditions économiques et/ou techniques des offres d'accès central sur DSL d'Orange permettent aux opérateurs tiers de proposer dans des délais courts et des conditions tarifaires raisonnables des services de médias audiovisuels non linéaires à leurs abonnés en zone non dégroupée ?

Lors des précédents cycles, l'Autorité avait constaté que « l'objectif d'homogénéisation des services entre les zones dégroupées et non dégroupées du territoire pourrait être atteint au travers de l'émergence de services non linéaires à la condition que **la tarification de l'offre de gros de bitstream DSL d'Orange, tout particulièrement dans sa composante de collecte, ne dissuade pas les opérateurs tiers de proposer des services de médias non linéaires en zone non dégroupée** »⁵².

Ainsi, Orange a adapté la tarification de ses offres de bistream DSL. Il convient **qu'Orange continue d'adapter les conditions économiques et techniques de ses offres bistream DSL** afin que les opérateurs puissent être en mesure de proposer dans des délais courts et des conditions tarifaires raisonnables des services de médias audiovisuels non linéaires à leurs abonnés en zone non dégroupée sur le marché d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse.

⁵² p.69 du projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse de l'Arcep.



Question 11. Estimez-vous que le contexte de fermeture du réseau cuivre d'Orange justifie ou nécessite d'envisager une adaptation des obligations relatives à la fourniture d'offres de migrations inter et intra-offres de gros d'Orange fondées sur le cuivre ?

Dans le cycle 2024-2028, l'Autorité considère qu'il n'apparaît plus pertinent qu'Orange soit tenu de proposer aux opérateurs des offres de migration :

- de ses offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sans service de téléphonie commutée sur DSL livré au niveau infranational vers le dégroupage total ;
- de ses offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse avec service de téléphonie commutée sur DSL livré au niveau infranational vers le dégroupage partiel.

Bouygues Telecom s'étonne de la proposition de l'Autorité, en particulier dans un contexte de décroissance du cuivre : les opérateurs, y compris Orange, pourraient devoir migrer les quelques derniers clients d'un NRA vers des offres activées afin qu'ils ne perdent pas leurs services, par exemple en attendant leur éligibilité à la fibre. Bouygues Telecom tient à rappeler que les offres de migrations inter et intra-offres sont une condition nécessaire à la fluidité du marché et à l'établissement du jeu de la concurrence.

Par ailleurs, **Orange est seul à même de procéder à ces migrations** puisque l'opérateur client est dans l'incapacité technique d'y procéder lui-même.

Enfin, les offres de migrations d'Orange ne sont pas des investissements supplémentaires de la part d'Orange mais **une simple déclinaison des commandes d'accès classiques** (manipulations logicielles et non physiques).

Compte tenu de ces éléments, Bouygues Telecom demande à l'Autorité de maintenir l'intégralité des obligations relatives à la fourniture d'offres de migrations inter et intra-offres de gros d'Orange.

Question 12. Avez-vous des observations relatives aux obligations imposées à Orange et portant sur la colocalisation des équipements et/ou de raccordement des points de livraison, en tant que ressources associées à son obligation d'accès sur les marchés 3B.1 et 3B.2 ?

Bouygues Telecom a recours aux deux modes de livraison des offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL livré :

- une livraison du trafic à l'opérateur alternatif au niveau du site d'Orange (une prestation de colocalisation) ;
- une livraison du trafic au niveau du point de présence le plus proche de l'opérateur alternatif.

Ces deux offres sont **des ressources associées indispensables** pour **rendre effective** l'utilisation de l'offre d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL livré au niveau infranational. D'autant plus, que le recours à des ressources concurrentes par les opérateurs apparaît très limité.

Il apparaît justifié et proportionné qu'Orange continue à proposer aux opérateurs une offre de colocalisation des équipements, d'une part, et de raccordement des points de livraison, d'autre part, en tant que ressources associées à l'accès sur le marché relatif aux offres de gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse.



Question 13. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de mise à disposition d'informations préalables à l'accès ?

La mise à disposition d'informations préalables à l'accès est **primordiale** afin que les opérateurs réalisent les choix pertinents en matière de déploiement et d'offres commerciales. En effet, ces informations permettent notamment **d'optimiser les ressources associées** (informations notamment à la maille du NRA nécessaire dans le dimensionnement des conduits de collecte sur chaque NRA, planification et évaluation des coûts). Ces informations recouvrent notamment des données précises concernant chaque ligne afin que l'opérateur soit en mesure, pour un client donné, d'estimer le tarif correspondant et de lui proposer en conséquence une offre adaptée.

Outre l'obligation de mise à disposition d'informations préalables à l'accès, il est nécessaire que ces informations soient complètes, fiables et actualisées. Compte tenu du fait que la mise à disposition de ces informations est peu coûteuse pour Orange, il convient qu'Orange les actualise mensuellement. Elles sont une condition de l'effectivité des offres d'accès de Bouygues Telecom.

Question 14. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il, selon vous, prévoir une maille de fermeture infra-communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 6 du marché 1.

Question 15. Pour permettre le recours à un délais de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 7 du marché 1.

Question 16. Que pensez-vous de la faculté introduite d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 8 du marché 1.



Question 17. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande » des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ? ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 9 du marché 1.

Question 18. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ? ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 10 du marché 1.

Question 19. Avez-vous des observations liées à l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée, ou des observations liées aux précisions portant sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

En tant qu'opérateur exerçant une influence significative, il apparaît nécessaire d'imposer à Orange de fournir les offres d'accès central haut et très haut débit dans **des conditions non-discriminatoires** sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central. Un traitement discriminatoire d'opérateurs se trouvant dans des situations équivalentes aurait pour conséquence **d'affaiblir la dynamique concurrentielle** sur le marché de détail en favorisant artificiellement une situation.

Le principe de l'équivalence des intrants représente **la meilleure garantie au développement pérenne d'une concurrence effective et loyale** entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques notamment dans un contexte de migration des offres bistream. **Néanmoins, l'Autorité maintient le principe de l'équivalence des extrants à l'encontre d'Orange.**

Afin de s'assurer la pleine mise en œuvre du principe de l'équivalence des extrants⁵³, Bouygues Telecom invite l'Autorité à demander à Orange de lui transmettre de manière détaillée **les processus et les règles opérationnels et techniques suivis par la branche de détail d'Orange** en vue de fournir des offres de détail fondées sur le DSL destinées à ses propres clients finals.

⁵³ p.92 du projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse de l'Arcep.



Question 20. Avez-vous des observations sur le principe d'un encadrement du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses tarifaires introduites par Orange ? Quel serait, selon vous, le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité (en en justifiant les raisons) ? Globalement, avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Dans son projet de décision d'analyse de marché, l'Autorité prévoit qu'Orange ne soit soumis à aucune obligation tarifaire sur le périmètre du marché 3B.1 ainsi que la « zone concurrentielle » du marché 3B.2. Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 1.

Afin d'assurer une transparence sur l'évolution des tarifs sur cuivre DSL dans les zones ne faisant pas l'objet d'une obligation tarifaire, **l'Autorité envisage d'ajouter un principe d'encadrement du ou des délais de prévenance.**

Au-delà d'un **besoin de prévisibilité** sur les tarifs d'accès, **la stabilité sur les tarifs d'accès** demeure l'élément le plus structurant du marché actuel de l'accès local en position déterminée.

Par conséquent, Bouygues Telecom considère que le mécanisme d'encadrement des délais de prévenance adapté aux hausses envisagées par Orange n'est pas un garde-fou suffisant pour assurer l'égalité des conditions de concurrence entre les opérateurs alternatifs clients des offres d'Orange et Orange lui-même sur le marché de détail et d'éviter le risque d'une tarification de monopole.

Question 21. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de publier chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-t-elle adaptée ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 17 du marché 1.

Question 22. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Si l'Autorité maintient son projet de décision d'analyse concernant notamment un critère complémentaire pertinent pour la segmentation de l'obligation de contrôle tarifaire. **Ces zones fermées commercialement** pourraient être considérées comme relevant **de la zone concurrentielle** du marché 3B.2 et bénéficier de **l'absence d'obligation tarifaire.**

Dès lors, il apparaît justifié et proportionné que l'Autorité impose à Orange de produire, publier et transmettre des indicateurs distincts pour les zones où une fermeture commerciale a été effectuée en complément des indicateurs transmis sur les zones où la commercialisation est effective.



Question 25. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question 12 du marché 2.



5. Marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Lors du cycle 2021-2023, l'Autorité a effectué **une analyse séparée** du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil pour le déploiement des réseaux en fibre optique. De plus, **l'Autorité a élargi le périmètre du marché**, qui était précédemment limité aux offres de génie civil mobilisées à des fins de déploiement des segments de boucle locale, **en y incluant les infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement des réseaux de collecte.**

A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom considère que relèvent du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil, les offres d'accès aux infrastructures de génie civil qu'elles soient souterraines ou aériennes, dès lors qu'elles sont mobilisables pour le déploiement de réseaux de boucle locale et de collecte. **Ce marché revêt ainsi une dimension nationale.**

Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

L'accès au génie civil existant est essentiel afin de répondre aux besoins croissants des acteurs du marché des communications électroniques. Orange possède ou maîtrise la quasi-totalité des infrastructures de génie civil⁵⁴ permettant de déployer, de façon continue, des réseaux de boucles locales et de collecte. Ces infrastructures ne peuvent être raisonnablement dupliquées par un opérateur tiers pour le déploiement de ses réseaux de boucles locales et de collecte. **Ce faisant, Orange ne souffre d'aucune concurrence dans la mesure où il serait techniquement difficile, long et non viable économiquement de les répliquer à cette même échelle.**

Compte tenu de la maîtrise de la quasi-totalité des infrastructures de génie civil par Orange, Bouygues Telecom estime qu'Orange exerce une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil pour le déploiement de réseaux de boucle locale et de collecte.

Question 3. Dans le contexte de fermeture du réseau cuivre d'Orange, identifiez-vous un besoin de maintien de la prestation NRA-SR dans le périmètre des demandes auxquels Orange doit faire droit dans le cadre de son obligation d'accès ?

A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom considère qu'il est essentiel **qu'Orange ne limite pas artificiellement les capacités d'innovation des opérateurs** fondées sur l'utilisation des boucles locales optiques pour de nouveaux usages et services (par exemple : gestion de services de location en libre-

⁵⁴ Décision n°2020-1445 de l'Arcep en date du 15 décembre 2020, p.21 : Orange possède plus de 560 000 km d'artères de génie civil souterrain en conduite et 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux.



service de véhicules, déploiement de réseaux de capteurs numériques, radars, mobilier de signalisation et d'information, antennes mobiles, etc.).

A ce titre, **la prestation NRA-SR** apparaît être **crucial** pour répondre à l'émergence des nouveaux usages et services notamment avec l'industrialisation de la 5G.

Par conséquent, Bouygues Telecom considère qu'il est nécessaire qu'Orange maintienne la prestation NRA-SR dans son offre d'accès « iBLO ».

Question 4. Quelle appréciation portez-vous sur le périmètre des infrastructures de génie civil souterraines et aériennes concerné par l'obligation d'accès ?

Il convient de rappeler qu'Orange doit faire droit aux demandes raisonnables d'accès à ses infrastructures de génie civil souterraines et aériennes afin de permettre aux opérateurs tiers de déployer leurs propres réseaux de boucles locales optiques d'une part, et leurs propres liaisons ou réseaux de collecte afin de se raccorder aux boucles locales d'autre part.

Compte tenu de la maîtrise de la quasi-totalité des infrastructures de génie civil par Orange, comme mentionné *supra*, Bouygues Telecom considère qu'il apparaît comme justifié et proportionné qu'Orange continue de faire droit aux demandes raisonnables d'accès des opérateurs à l'ensemble de ses infrastructures de génie civil et aux ressources qui lui sont associées pour le déploiement de leurs réseaux de boucles locales et de collecte.

Question 5. Quelles observations avez-vous à formuler concernant les modalités opérationnelles spécifiques des prestations liées au génie civil mobilisable à des fins de raccordement final ? Quelles propositions avez-vous à soumettre concernant les délais d'instruction et de réalisation des travaux spécifiques aux prestations liées au génie civil mobilisé à des fins de raccordement final ?

L'Autorité a imposé à Orange de faire droit aux demandes raisonnables de rénovation pour remise en état des infrastructures de génie civil souterraines et aériennes, mobilisées pour le déploiement des réseaux de fibre optique.

Les modalités opérationnelles de rénovation des infrastructures de génie civil prévoient :

- **soit la prise en charge par Orange de ces opérations à la demande de l'opérateur.**
Orange s'engage sur une durée maximale et raisonnable de réalisation des travaux après instruction de la demande de l'opérateur.
- **soit l'opérateur intervient lui-même en autonomie en tant que sous-traitant d'Orange pour réaliser les opérations de rénovation du génie civil afin de lui assurer une forte indépendance en matière de déploiement de réseaux de fibre optique.**



Dès lors, les modalités de rénovation doivent être non discriminatoires et ainsi permettre à un opérateur de réaliser les opérations de rénovation dans des conditions identiques ou comparables à celles d'Orange⁵⁵.

Force est de constater que les processus de rénovation actuels de l'offre « iBLO » d'Orange ne répondent pas aux besoins spécifiques liés aux processus de rénovation des infrastructures de génie civil mobilisables à des fins de raccordements finals FttH. Or, la réalisation de ces raccordements est une **étape structurante** des déploiements des réseaux de boucle locale optique jusqu'à l'abonné en raison notamment de la proximité de ce dernier avec le segment de réseau concerné. **Le succès du déploiement rapide et massif des réseaux de fibre optique ainsi que leur pérennité dépendent de l'effectivité de l'accès aux infrastructures de génie civil souterraines et aériennes y compris le raccordement final FttH.**

Ce faisant, **Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité d'imposer à Orange de proposer, dans son offre « iBLO », une prestation relative aux modalités de rénovation des infrastructures de génie civil mobilisé pour le raccordement final.**

S'agissant des modalités opérationnelles, l'Autorité considère que celles détaillées précédemment demeurent pertinentes pour répondre aux besoins spécifiques du raccordement final FttH. Ainsi, il convient qu'Orange fixe, en concertation avec l'Autorité, **une grille de typologie d'interventions** sur son génie civil spécifiques à la réalisation des raccordements finals FttH, avec définition **d'un délai maximal de réalisation des travaux par Orange** pour chacune d'entre elles, et **des quotas** pour lesquels Orange s'engage à respecter ces délais. **Bouygues Telecom rappelle que les délais maximaux demeurent indispensables pour garantir une visibilité aux opérateurs dont le calendrier de déploiement est bloqué par une infrastructure à rénover.**

Au titre de la décision n°2020-1432⁵⁶, les opérateurs d'infrastructure ont l'obligation de respecter des seuils chiffrés de qualité de service. Il est notamment prévu qu'en cas de réapprovisionnement à froid incluant de lourds travaux de génie civil, le délai de communication d'une nouvelle route optique soit porté à 25 jours ouvrés maximum au 95^{ème} percentile.

Pour cette raison, Bouygues Telecom considère qu'il apparaît comme justifié et proportionné que l'Autorité impose à Orange que le délai d'instruction ne pourra excéder 5 jours ouvrés et le délai de réalisation des travaux ne pourra lui excéder 20 jours ouvrés afin que les opérateurs d'infrastructure respectent le délai susmentionné. Par ailleurs, Orange doit également proposer, dans son offre « iBLO », une pénalité au profit de l'opérateur demandeur en cas dépassement des délais contractuels qui doit être suffisamment incitative pour garantir une visibilité aux opérateurs.

S'agissant des modalités financières, dans le cadre de la mise en œuvre de l'obligation de rénovation liée aux déploiements massifs, lorsque l'opérateur intervient lui-même en autonomie, Orange rétribue l'opérateur sous-traitant pour ses coûts efficaces. A cet égard, Orange définit **une rémunération forfaitaire justifiée et proportionnée des opérateurs** pour leurs prises en charge des opérations de maintenance réalisées en tant que sous-traitant, pour des situations relevant d'une demande raisonnable de maintenance. En conséquence, au cours du cycle précédent, Orange a défini une grille

⁵⁵ Il convient que les processus de rénovation soient identiques à ceux d'Orange lors du déploiement de boucles locales optiques d'une part, et remplissant les critères de performance et d'efficacité comparables à ceux des processus d'Orange dans le cadre du déploiement d'un réseau de collecte optique.

⁵⁶ Annexe 2 Qualité de service : seuils de qualité de service de la décision n°2020-1432 de l'Arcep.



de forfaits de remboursements correspondants aux montants qu'il s'applique pour ses interventions en propre.

Bouygues Telecom n'est pas directement concernée par la grille de forfaits de remboursements d'Orange puisque celle-ci vise uniquement les déploiements massifs. Bouygues Telecom effectue des déploiements ponctuels. (Bouygues Telecom ne peut que déplorer l'absence de de forfaits de remboursements des déploiements ponctuels). Néanmoins, **le succès du déploiement rapide et massif des réseaux de fibre optique** ainsi que **leur pérennité dépendent de l'effectivité de l'accès aux infrastructures de génie civil souterraines et aériennes y compris le raccordement final FttH.** Par conséquent, afin d'inciter les opérateurs à intervenir eux-mêmes en autonomie en tant que sous-traitant d'Orange, il apparaît légitime **qu'Orange rétribue l'opérateur sous-traitant pour ses coûts efficaces**, dans le cadre de l'intervention en autonomie pour la rénovation des infrastructures de génie civil mobilisables à des fins de raccordements finals FttH. Il convient que **la rémunération forfaitaire définie par Orange soit justifiée et proportionnée** pour des situations relevant d'une demande raisonnable. En particulier, les modalités financières de rétribution des opérateurs pour les travaux de rénovation ne doivent pas conférer à Orange d'avantage indu. Dans l'hypothèse où le niveau de rétribution ne reflèterait pas le niveau des coûts efficaces engagés par l'opérateur, Orange bénéficierait d'un avantage dès lors que les infrastructures de génie civil rénovés aux frais de l'opérateur demeurent dans son patrimoine.

Il résulte de tout ce qui précède qu'il apparaît raisonnable que ces opérations fassent l'objet d'une grille de forfaits de remboursements correspondants aux montants qu'Orange s'applique à elle-même pour la réalisation de ses propres interventions. Bouygues Telecom invite l'Autorité à s'assurer que la grille de forfaits de remboursements d'Orange soit justifiée et proportionnée.

Question 6. Quelle est votre appréciation de la pertinence d'une rémunération forfaitaire justifiée et proportionnée spécifique des opérateurs pour leurs prises en charge des opérations de réparations

S'agissant des modalités financières relatives au processus de réparation du génie civil pour maintenir les services sur les réseaux de boucles locales et de collecte, Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à la question précédente.

Question 7. Avez-vous des remarques concernant le délai pertinent permettant d'atteindre les objectifs de réduction des surcoûts induits par des informations vectorielles non mises à jour ?

Dans sa réponse au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité, Bouygues Telecom avait notamment souligné qu'il y avait un décalage **entre le terrain et les informations contenues dans les plans ITinéraire d'Orange⁵⁷(ci-après « PIT »).** La **fiabilité de ces informations** est indispensable à l'industrialisation des déploiements de réseaux de boucles locales et de collecte.

Dans le cycle actuel, l'Autorité souhaite imposer à Orange un engagement sur un délai maximum de mise à jour de ses PITs faisant suite à des travaux modificatifs sur ses infrastructures de génie civil.

⁵⁷ p.51 de la réponse de Bouygues Telecom au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité du 13 juillet 2022.



Bouygues Telecom aurait souhaité que cet engagement vise l'ensemble des PITs d'Orange et non exclusivement ceux ayant fait l'objet de « travaux » (sic).

Bouygues Telecom invite l'Autorité à préciser ce qu'elle entend par « réalisation de travaux » afin d'éviter qu'Orange ne s'affranchisse de cet engagement. Bouygues Telecom considère qu'Orange doit mettre à jour ses PITs **dès lors qu'elle réalise des travaux de déploiement, d'exploitation et de maintenance y compris lorsqu'elle sécurise des chambres de tirage**. Bouygues Telecom considère que ce délai ne pourra pas excéder **cinq jours ouvrés**.

Enfin, en cas de cession du génie civil dont Orange est propriétaire à une collectivité territoriale ou à un opérateur, il apparaît raisonnable et proportionné qu'Orange mette également à jour les PITs.

Question 8. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, et sur les obligations connexes portant notamment sur les ressources et services associés à la fourniture de cet accès ?

L'accès aux infrastructures de génie civil est indispensable au déploiement de réseaux de boucles locales et de collecte. Orange possède ou maîtrise la quasi-totalité des infrastructures de génie civil⁵⁸ permettant de déployer, de façon continue, des réseaux de boucles locales et de collecte. Ces infrastructures ne peuvent être raisonnablement dupliquées par un opérateur tiers pour le déploiement de ses réseaux de boucles locales et de collecte.

Afin que **l'accès** à ces infrastructures **soit effectif**, il est nécessaire qu'Orange propose l'accès à certaines ressources et certains services associés, afin de permettre aux opérateurs tiers, d'une part, **l'hébergement de leurs équipements passifs et actifs** au sein des NRA d'Orange et, d'autre part, **le raccordement des répartiteurs distants dite « LFO »**. Ces offres constituent **un moyen associé à la fourniture de l'accès aux infrastructures de génie civil** pour le déploiement de réseaux en fibre optique. Bouygues Telecom renvoie l'Autorité aux parties D.2 et D.3 à sa réponse au « Bilan et Perspectives »⁵⁹. Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à sa réponse à la question 13 du marché 1.

Au regard de l'ensemble des éléments exposés ci-avant, il apparaît justifié et proportionné qu'Orange maintienne les offres existantes d'hébergement et l'offre « LFO ».

⁵⁸ Décision n°2020-1445 de l'Arcep en date du 15 décembre 2020, p.21 : Orange possède plus de 560 000 km d'artères de génie civil souterrain en conduite et 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux.

⁵⁹ p.54 à 71 de la réponse de Bouygues Telecom au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité du 13 juillet 2022.



Question 9. Avez-vous des observations sur l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, ou des observations liées aux précisions portant notamment sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

Dans la décision 2020⁶⁰, l'Autorité a maintenu le principe d'équivalence des intrants pour l'accès aux infrastructures de génie civil pour le déploiement du segment des boucles locales optiques, imposé depuis la décision de l'Autorité d'analyse de marché n°2008-0835 du 24 juillet 2008. **Dans le cadre de l'obligation de fournir l'accès au génie civil pour le déploiement des réseaux de collecte dans des conditions non-discriminatoires, l'Autorité a imposé à Orange de fournir l'accès à son génie civil sur la base du principe de l'équivalence des extrants et non sur la base du principe d'équivalence des intrants.**

Compte tenu de la maîtrise de la quasi-totalité des infrastructures de génie civil par Orange, Bouygues Telecom considère que le principe de l'équivalence des intrants représente la meilleure garantie au développement pérenne d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des utilisateurs.

Le recours à des outils communs tout au long de la chaîne des systèmes d'informations FttH assure un haut niveau de garantie en matière de non-discrimination à même de répondre aux enjeux concurrentiels liés à l'accélération des déploiements des réseaux et de leur commercialisation. En matière de systèmes d'information et de processus de commande, un opérateur verticalement intégré a la possibilité de mettre en œuvre des outils et des modules logiciels communs à ses activités de détail et de gros lorsque cela est proportionné. A cet égard, un risque de discrimination entre les opérateurs commerciaux et les opérateurs d'infrastructure en raison de l'intégration verticale de ces derniers est fortement envisageable.

Compte tenu de ce qui précède, Bouygues Telecom considère comme justifié et proportionné que l'Autorité impose à Orange le principe d'équivalence des intrants pour le déploiement des réseaux de collecte, et ce pour toute la chaîne des systèmes d'information des réseaux à très haut débit en fibre optique, comme prévu pour le déploiement du segment des boucles locales optiques.

Question 10. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence en particulier s'agissant de la publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

La publication d'informations concernant l'accès aux infrastructures de génie civil y compris les ressources associées est **indispensable** afin que les opérateurs réalisent des choix **pertinents en matière de déploiement et d'offres commerciales**. Ces informations sont un prérequis pour établir un

⁶⁰ Décision n°2020-1445 de l'Arcep en date du 15 décembre 2020, p.21 : Orange possède plus de 560 000 km d'artères de génie civil souterrain en conduite et 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux.



plan d'affaires et élaborer une stratégie reposant sur l'utilisation d'une offre de gros d'accès aux infrastructures physiques d'Orange.

De surcroît, **dans un contexte de fermeture du cuivre**, les opérateurs doivent connaître **l'évolution du parc des nœuds de raccordement d'Orange** afin de planifier **la réorganisation de l'hébergement de leurs équipements en cas de fermeture technique d'un NRA**. Par ailleurs, il semble proportionné qu'Orange fournisse aux opérateurs, avec un délai de prévenance raisonnable, **des informations sur les interventions prévues dans le cadre de la dépose du cuivre sur les tronçons qu'ils utilisent**. Ces informations permettront aux opérateurs d'anticiper l'évolution de l'occupation des infrastructures abritant leurs réseaux mais aussi les éventuels risques de perturbation de leurs réseaux supportés par les infrastructures d'Orange.

Ainsi, compte-tenu des éléments qui précèdent, Bouygues Telecom invite l'Autorité à maintenir l'obligation de transparence d'Orange notamment la publication d'informations concernant l'accès aux infrastructures de génie civil. Ces informations doivent être transparentes, complètes et fiables afin de faciliter les moyens d'accès.

Question 11. Avez-vous des observations à partager sur le niveau des pénalités proposées par Orange dans ses offres de référence et leurs modalités de mise en œuvre, notamment concernant l'appréciation du caractère suffisamment dissuasif garantissant le respect par Orange de ses obligations ? Identifiez-vous des besoins d'évolutions du mécanisme ou des modalités de mise en œuvre des pénalités proposées par Orange dans ses offres de référence ?

La qualité de service est une condition essentielle du bon fonctionnement concurrentiel du marché. **Les offres commercialisées par les opérateurs dépendent en grande partie de la qualité des offres de gros achetées auprès d'Orange**. Dès lors, il est crucial qu'Orange s'engage contractuellement sur des niveaux de qualité de service et que le niveau des pénalités proposées par Orange soit suffisamment dissuasif pour garantir qu'Orange respecte ses obligations de fourniture et en particulier ses engagements de niveau de qualité de service sur la production et le service après-vente.

Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité de rappeler, dans le cycle actuel, les principes que doivent respecter les mécanismes de pénalités. En particulier, l'ajout d'un principe d'exonération de l'opérateur en cas d'inventaire incomplet de la part d'Orange dans les dossiers de fin de travaux envoyés à Orange.

Question 12. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, en particulier les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

La publication des indicateurs de qualité de service est nécessaire afin de s'assurer qu'Orange respecte ses engagements contractuels. Bouygues Telecom considère qu'il est **proportionné** qu'Orange **maintienne la production, la transmission et la publication des indicateurs de qualité de service** pour



le déploiement de boucles locales, de réseaux de collecte ainsi qu'aux ressources et services connexes à l'accès aux infrastructures de génie civil.

S'agissant des indicateurs de qualité de service de l'offre « LFO » d'Orange, Bouygues Telecom considère **raisonnable** qu'ils comprennent, d'une part, **des indicateurs de délais de production**, en distinguant les délais contractuels des délais prévisionnels à la suite des études et, d'autre part, **des indicateurs de volumétrie de commandes à la fois des études et des prestations de mise à disposition des liens**.

Bouygues Telecom invite l'Autorité à demander à Orange de justifier, lors des multilatérales de l'Autorité, les résultats constatés. Par ailleurs, Bouygues Telecom demande à l'Autorité d'enjoindre Orange à respecter les indicateurs de qualité de service et d'ouvrir des procédures de mise en demeure en application de l'article L.36-11 du CPCE en cas de manquement constaté.

Question 13. Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Bouygues Telecom s'interroge sur les motivations de cette évolution. En effet, le plan France THD prévoit une fin des déploiements fin 2025 faisant que les abonnements fibre devraient avoir cessé leur croissance d'ici la fin du cycle de régulation 2023-2028 : une analyse en année N ou N-2 produira des résultats sensiblement similaires.

La modification progressive de répartition entre les lignes cuivre et fibre proposée par l'Arcep n'aurait donc qu'un effet temporaire. Ceci d'autant plus qu'à terme les coûts du génie civil seront entièrement portés par la fibre optique.

En conséquence, Bouygues Telecom invite l'Arcep à privilégier le besoin de stabilité et de prévisibilité dont les opérateurs ont besoin pour exercer leur activité notamment dans l'établissement de leur plan d'affaires. **Un tel changement de méthode, même progressif et temporaire, serait de nature à déstabiliser inutilement le marché. D'autant plus qu'aucun élément de fond n'est apporté par l'Arcep pour justifier cette rupture temporaire de prévisibilité et de stabilité.**

Question 14. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Bouygues Telecom soutient l'Arcep dans l'obligation faite à Orange de comptabilisation des coûts et de séparation comptable. Ces obligations comme le précise l'Autorité « constituent un minimum pour s'assurer de l'absence de subventions croisées et de pratiques de ciseau tarifaire. »